COMMENT LA MONNAIE UNIQUE TUE L'EUROPE

par Joseph Savès



Paris, deuxième édition, 29 octobre 2014
ISBN : 978-2-37184-013-3
©herodote.net 2014

PRÉSENTATION

En ce début du XXIe siècle, l'Europe méditerranéenne semble entraînée dans un abîme sans fond. Les fermetures d'usines s'accélèrent; les territoires se délitent au seul profit de quelques métropoles et les élites préparent leurs valises.

Faut-il y voir, comme l'assurent nos dirigeants et nos commentateurs, la juste rançon de notre légèreté passée, avec la rigueur pour seule issue ?

À l'encontre de ce discours pénitentiel, Joseph Savès discerne à l'origine de nos maux une aberration idéologique : l'imposition d'une monnaie unique à des pays avec des niveaux de développement très divers et sans liens de solidarité effectifs. Il montre - mieux, il démontre par un raisonnement limpide et cohérent - que cette monnaie unique voue nos pays au sous-développement et l'Europe à la ruine.

Sa démonstration s'accompagne d'un exposé sur le fonctionnement de la monnaie et d'un survol de l'Histoire des quatre dernières décennies. Ainsi pouvons-nous comprendre notre situation et évaluer nos chances de rebondir.

Vos critiques et observations sont les bienvenues et, si l'analyse vous paraît mériter réflexion, n'hésitez pas à la faire circuler autour de vous.

Joseph Savès est la signature commune à deux auteurs d'Herodote.net. Le premier enseigne l'histoire de la pensée économique à l'université, le deuxième observe l'évolution du monde contemporain pour le compte d'une grande banque européenne. André Larané, directeur de la rédaction d'Herodote.net, met en forme et publie leurs analyses.

SOMMAIRE

COMMENT LA MONNAIE UNIQUE TUE L'EUROPE

DIAGNOSTIC ET PERSPECTIVES

Les promoteurs de la monnaie unique ont cru et fait croire que celle-ci renforcerait l'Europe, rapprocherait les États qui la composent et apporterait à chacun d'eux un supplément de prospérité.

Nous montrons comment, au contraire, la monnaie unique a exacerbé la concurrence au sein de la zone euro, entraînant le dépérissement des États les plus faibles et, à terme, la ruine de l'ensemble.

La démonstration débouche sur un choix drastique : la fin de l'Europe ou la fin de la monnaie unique et son remplacement par une monnaie «*commune*»...

Voir le texte

SUITE DU SOMMAIRE...

MONNAIE : SECRETS DE FABRICATION

Nous manipulons à tout propos la monnaie et croyons bien la connaître. Mais est-ce si sûr ? Nous vous invitons à réfléchir sur sa nature afin de comprendre enfin la signification des circuits monétaires... et l'origine de la Crise européenne.

UNE CIRCULATION EN BOUCLE

Commençons par une histoire de cour d'école. Une dame débarque dans une petite ville et se rend à l'auberge. Elle réserve une chambre pour le soir et laisse un billet de 50 euros en acompte...

Voir le texte

L'ÉTAT ET LA SOLIDARITÉ

Après avoir montré que la monnaie circule en boucle dans un système fermé et solidaire, nous allons voir que ce système repose sur une infinité de règles et de conventions qui nous sont devenues invisibles tant elles nous paraissent aller de soi...

Voir le texte

LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Les différents circuits d'échanges peuvent commercer entre eux de façon harmonieuse grâce à des ajustements réguliers entre les monnaies des uns et des autres...

Voir le texte

SUITE DU SOMMAIRE...

UNE HISTOIRE DE LA GRANDE CRISE

En 1950, Jean Monnet et Robert Schuman inauguraient un rapprochement entre les États ouest-européens. Ce projet allait déboucher sur une Union européenne pacifique et prospère. Un demi-siècle après, en ce début du XXIe siècle, le rêve s'est transformé en cauchemar : chômage de masse, terrorisme et guerres, déclassement diplomatique et économique du Vieux Continent...

La monnaie unique est l'une des clés de cette crise, comme nous l'avons montré, mais ce choix s'inscrit dans une succession d'errances politiques qui remontent au début des années 1970...

LE TOURNANT DES ANNÉES 1970

L'Europe occidentale sort des « *Trente Glorieuses* », trois décennies d'expansion démographique et économique qui lui ont permis de reprendre sa place sur l'avant-scène mondiale...

Voir le texte

LE SURSAUT DES ANNÉES 1980

Les difficultés de la décennie précédente - baisse de performance des entreprises, inflation, fluctuations monétaires et endettement des États - relancent en Occident les débats sur les choix économiques...

Voir le texte

LE RELÂCHEMENT DES ANNÉES 1990

1989, année-charnière ! Avec la chute du Mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, d'aucuns se hasardent à prédire la « *fin de l'Histoire* » et le triomphe universel de la démocratie...

Voir le texte

L'EFFONDREMENT DES ANNÉES 2000

À l'aube du IIIe millénaire, une sourde inquiétude traverse l'Europe. On cherche en vain dans les fêtes du Millénaire l'exubérance joyeuse et la foi dans le progrès qui avaient accompagné l'entrée dans le siècle précédent, en 1900...

Voir le texte

COMMENT LA MONNAIE UNIQUE TUE L'EUROPE

par Joseph Savès

DIAGNOSTIC ET PERSPECTIVES

L'Europe est-elle entrée dans la spirale du déclin ? En l'An 2000, avec le retour de la croissance et l'arrivée de l'euro, les Européens voyaient l'avenir avec confiance et rêvaient de lendemains radieux. Mais leur rêve est devenu cauchemar, avec le risque qu'une partie du continent, dont la France, bascule dans le sous-développement. Dans les années 1990, les entreprises françaises marquaient partout des points sur leurs concurrentes étrangères. Aujourd'hui, elles déménagent dans la précipitation ou rendent les armes cependant que les jeunes diplômés désertent en masse leur patrie.

Comment a-t-il été possible de commettre autant de dégâts en une courte décennie ? La moindre des choses serait de nous interroger sur le lien éventuel entre la monnaie unique et la crise qui affecte spécifiquement la zone euro depuis 2007.

Seules l'extrême gauche et l'extrême droite rendent la monnaie unique responsable de la Crise européenne, mais en des termes simplistes qui ont pour effet de les décrédibiliser : « *Yaka sortir de l'euro, fermer les frontières, et tout redeviendra comme avant* ». Toute personne qui met en cause la monnaie unique est de ce fait rejetée vers les extrêmes : « *Vous parlez comme Mélenchon ou Le Pen* ». La reductio *ad hitlerum* est aussi mise à contribution pour étouffer le débat : « *Vous critiquez la monnaie unique, vous vous opposez donc à la construction européenne, vous faites le lit des populistes, des néonazis grecs et des nationalistes hongrois* » !

Quant aux promoteurs de la monnaie unique, ils déplorent la situation présente en s'obstinant à en nier l'origine, suivant le mot célèbre de Bossuet : « *Dieu se rit de ceux qui déplorent des effets dont ils continuent de chérir les causes* ». Ils se contentent d'attribuer la Crise européenne au laxisme budgétaire de certains États : « *Haro sur la dette, la gabegie, les charges salariales, les fonctionnaires et le salaire minimum* » (*).

(*) Dans un dossier consacré le 25 août 2014 à cinq pays d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque et Roumanie), le quotidien Le Monde lie leurs performances économiques à leurs efforts de rigueur mais il oublie soigneusement de signaler qu'ils ont conservé leur souveraineté monétaire (à l'exception de la Slovaquie).

Les politiques actuelles de rigueur budgétaire ne reposent sur rien d'autre que cet argument répété en boucle. Il a l'apparence du bon sens : nul ne conteste en effet qu'il y ait « *trop* » de fonctionnaires dans les bureaux, « *trop* » d'emplois protégés, « *trop* » d'impôts etc. Mais c'était déjà le cas il y a quinze, vingt ou trente ans, quand les entreprises françaises affrontaient avec succès la concurrence européenne et mondiale. Les déficits publics et la pléthore de fonctionnaires ne les ont pas empêché de tenir la dragée haute à leurs concurrentes allemandes. Pourquoi ces maux dont on s'accommodait alors seraient-ils devenus le Mal absolu ?

C'est que le bon sens est trompeur...

Au Moyen Âge, chacun convenait que le Soleil tournait autour de la Terre : « *Il suffit de lever les yeux pour en avoir la preuve ; il se lève à l'Est, passe au-dessus de nos têtes et se couche à l'Ouest* ». Aujourd'hui, de la même façon, on s'accorde sur un lien de cause à effet entre les déficits publics et la Crise européenne bien que nul n'ait évidemment pu le démontrer. Observant que *l'État dépense plus qu'il ne gagne et que le pays est en crise, on conclut sans plus réfléchir que le pays est en crise parce que l'État dépense plus qu'il ne gagne*. Du coup, en France comme en Italie ou en Espagne, les gouvernants de droite comme de gauche s'échinent à réduire les déficits publics, l'œil rivé sur les normes comptables imposées par les traités. Perdant de vue l'intérêt général, ils se désintéressent des usines qui ferment, des ingénieurs qui s'exilent et de la précarité qui s'installe. Ils mettent leur intelligence entre parenthèses et, tels des chiens en laisse, ils se soumettent sans plus de réflexion aux injonctions des financiers de Francfort et des fonctionnaires de Bruxelles.

Et qu'observe-t-on ? Que la crise ne recule pas et, même, que l'endettement public, les lourdeurs étatiques, le chômage et la récession ne font que s'aggraver dans ces pays. Plus les gouvernants tentent de réduire les déficits, plus ces déficits s'aggravent !

C'est que le syllogisme ci-dessus ne fonctionne pas. Il ne fonctionne pas parce qu'il viole une évidence simple que nous exposons dans la deuxième partie de ce document (*Monnaie : secrets de fabrication*): l'activité économique n'est pas l'affaire d'individus ou d'entreprises isolés mais de circuits d'échanges étroitement solidaires que l'on ne peut impunément briser.

Un exemple permet d'effleurer cette réalité : quand l'État dispense les entreprises de certaines cotisations sociales, soit il ne compense pas celles-ci et les bénéficiaires, privés de ressources, réduisent leurs achats aux entreprises en question et aggravent leurs difficultés du moment, soit il les compense par une taxation supplémentaire des particuliers (impôt sur le revenu ou taxe sur la consommation) et, comme dans le premier cas, il s'ensuit une baisse des achats aux entreprises en question et une aggravation de leurs difficultés (*).

Faut-il donc baisser les bras ? Bien au contraire. Le temps de cette lecture, oublions le paradigme selon lequel la crise économique serait entretenue par les déficits publics. Défaisons-nous de nos préjugés et de la croyance quasi-religieuse dans le libéralisme financier (voir la dernière partie de ce document : *Une Histoire de la Grande Crise)*. Et pour commencer, réfléchissons à une réalité troublante : la construction européenne n'a créé en cinquante ans aucune solidarité effective par-dessus les États. En pratique, les Français ne sont pas plus solidaires des Allemands que des Suisses ou des Marocains. Il y a aujourd'hui plus de liens (fiscaux, sociaux,...) entre un habitant d'un bidonville de Mayotte et un bourgeois de Strasbourg qu'entre ce dernier et son voisin de Fribourg-en-Brisgau. L'union monétaire et la libre circulation des capitaux ne remplacent pas cette absence de solidarités. Au contraire, elle exacerbe les conflits entre les États en supprimant les barrières de protection avec les conséquences que peut observer.

Une « *machine infernale* » fait diverger les économies européennes et creuse les déséquilibres, quoi que fassent les gouvernements en matière d'assainissement des finances publiques. Plus grave que tout, elle détruit pan après pan le tissu industriel sur lequel repose la prospérité des Européens. Nous allons identifier cette « *machine infernale* » sans craindre de poser la question qui fâche sur la monnaie unique. Pour cela, nous ferons

---

(*) L'ignorance des circuits d'échanges mène à des contresens consternants. Ainsi, en France, la répression des professions réglementées peut être légitime d'un point de vue moral ou politique, certainement pas s'il s'agit de relancer une activité plombée par l'effondrement des exportations agro-industrielles... Nos ministres pourraient comprendre comme tout un chacun que les baisses de prix espérées sur les actes notariés et les médicaments apporteraient certes un supplément de pouvoir d'achat aux particuliers concernés mais avec une perte de pouvoir d'achat au moins équivalente pour les notaires, les pharmaciens et leurs salariés. Où est le gain dans une économie en crise ?

ci-après l'état des lieux et verrons comment le déni de la réalité a entraîné les Européens dans la chasse aux déficits publics avec les conséquences désastreuses que l'on observe. Plus important que tout, nous montrerons que les déficits publics sont la conséquence et non pas la cause du mal qui nous frappe. Ils disparaîtront d'eux-mêmes dès qu'aura été supprimé le mal en question.

La vérité, à l'encontre du « *bon sens* » ci-dessus, c'est que *l'État dépense plus qu'il ne gagne parce que le pays est en crise* ! C'est, nous l'admettons volontiers, aussi difficile à concevoir que le fait que la Terre tourne autour du Soleil. Il faut donc traiter la crise à la racine avant de s'attaquer à l'endettement.

Qu'on nous permette encore une image. Vous canotez sur un lac quand tout à coup l'eau s'engouffre par un trou dans la coque. Allez-vous de suite écoper avec votre gourde ? Non, vous bouchez d'abord le trou avec un linge ; ensuite seulement, vous évacuez l'eau. Le trou dans la coque, nous le démontrerons plus loin, c'est la monnaie unique, et l'eau qui s'engouffre est l'endettement.

Pour le dire en bref : 1) l'Europe du Sud a perdu avec la monnaie unique l'outil de régulation monétaire qui permettait à ses entreprises de résister aux offensives des entreprises allemandes ; 2) il s'ensuit la ruine de ces entreprises trop peu agressives et un déficit commercial abyssal pour les pays concernés ; 3) les gouvernements de ces pays sont mécaniquement contraints de s'endetter à l'étranger pour compenser ce déficit et éviter autant que faire se peut une explosion sociale. Ainsi peut-on déjà deviner à travers ce résumé que la dette est la conséquence - et non la cause - de nos difficultés...

Est-il possible d'espérer une sortie par le haut de cette Crise qui n'en finit pas ? Nous voulons le croire en suggérant en conclusion la conversion de la monnaie « *unique* » en monnaie « *commune* ».

ÉTAT DES LIEUX : LES ORIGINES DE LA CRISE EUROPÉENNE

La crise des années 2000 est la conséquence d'une succession de choix politiques qui remontent aux années 1970 et à l'enterrement des « *Trente Glorieuses* », dans les années 1970.

Après le timide sursaut des années 1980 survient le relâchement des années 1990 : débarrassés de la *guerre froide*, les dirigeants européens se prennent à rêver d'un *Vieux Continent* débarrassé de l'inflation et de l'instabilité. Tandis que l'Allemagne se dépense sans compter pour remettre à niveau l'ex-Allemagne de l'Est, les autres pays de l'Union s'imposent une stricte rigueur budgétaire en vue de mettre en place la monnaie unique à l'échéance de 1999.

1/ LORSQUE L'EURO PARAÎT...

Le projet de monnaie européenne ne manque pas d'allure. Lancé par le traité de Maastricht (1992), il est aussitôt critiqué par d'éminents économistes, au premier rang desquels les Prix Nobel Joseph Stiglitz, Maurice Allais, Paul Krugman et même Milton Friedmann, l'un des inspirateurs du néolibéralisme contemporain. Mais à la naissance de l'euro (1999-2002), les critiques s'estompent et chacun se prend à sourire en se penchant sur le berceau.

L'euro a été conçu par François Mitterrand et Helmut Kohl en vue de resserrer les liens au sein de l'Union européenne à un moment où la réunification de l'Allemagne pouvait inciter celle-ci à s'en éloigner. Pour convaincre les Allemands de sacrifier leur *mark*, symbole de leur prospérité d'après-guerre, on leur a promis une monnaie tout aussi stable, protégée de l'inflation envers et contre tout par une Banque Centrale Européenne (BCE) indépendante, installée à Francfort. On a donc institué une monnaie *unique* calquée sur le mark allemand, propre à séduire les emprunteurs et conserver un cours élevé par rapport aux autres devises.

C'est la première fois dans l'Histoire humaine qu'une monnaie n'est pas soutenue par une autorité politique mais seulement par une banque supranationale.

2/ ... LE CERCLE DES EUROPÉENS APPLAUDIT

Au tournant de l'An 2000, les principaux pays européens, dont la France, présentent une situation relativement saine : chômage en recul, balance commerciale peu ou prou équilibrée, endettement modéré... L'industrie et le commerce sont portés par la croissance mondiale et l'ouverture des marchés chinois et asiatiques. La France produit autant de voitures que l'Allemagne et exporte sur tous les marchés mondiaux les produits industriels qui font sa réputation ; ses entreprises rachètent à tout va leurs concurrents étrangers. Le petit Portugal prospère dans les industries du cuir ou encore le moulage plastique etc.

Relisons les journaux de l'époque : ils sont éloquents. Personne, en France, en Irlande ou dans les pays méditerranéens, ne formule de critique majeure sur l'état des finances publiques, l'industrie ou le commerce extérieur.

Dans le même temps se met en place l'euro. Selon ses promoteurs, autrement dit la quasi-totalité de la classe politique (gouvernants, élus, journalistes), il doit entraîner une convergence des économies de la zone euro et, grâce à la transparence des coûts et à la libre circulation des marchandises et des capitaux, les pays les plus pauvres (Grèce, Espagne, Portugal....) devraient voir leur niveau de vie se rapprocher à grandes enjambées des pays les plus riches.

Hélas, c'est tout le contraire qui va se produire...

3/ LA FAIBLESSE DES UNS RENFORCE LES AUTRES

À l'arrivée de l'euro, les États méditerranéens sont séduits par la possibilité d'emprunter à des taux très bas, sur les marchés étrangers. Ces facilités les dissuadent de faire les efforts requis pour maintenir l'équilibre de leur balance commerciale.

À l'instigation de grandes entreprises étrangères - en particulier allemandes et françaises -, la Grèce et l'Espagne se lancent à corps perdu dans des investissements de prestige : Jeux Olympiques d'Athènes, Exposition de Lisbonne, modernisation des armées. L'Espagne et l'Irlande investissent à tout va dans des placements immobiliers. Quant à la France, elle délaisse son industrie et sa classe ouvrière pour mieux aider la plèbe à coup d'allocations et d'emplois factices.

En face, les Allemands, qui ont pu réunifier leurs deux États, se remettent en ordre de bataille. Tirant parti de leur puissance industrielle et de la cohésion de leurs entreprises, ils retroussent leurs manches, font vœu d'austérité, réduisent leurs dépenses (main-d'œuvre étrangère corvéable à merci) et découragent les importations (hausse de la TVA). Ils profitent du relâchement de leurs voisins du Sud et d'outre-Rhin pour leur vendre les biens d'équipement, les produits alimentaires et les voitures de luxe auxquels ils aspirent. Ainsi commencent-ils d'accumuler de fabuleux excédents commerciaux.

Les réformes qu'ils ont engagées dans le cadre du plan Schröder-Hartz (2003-2005), notons-le, aucun Français ne les aurait acceptées, y compris parmi les laudateurs du « *modèle allemand* ». Trop brutales et discriminatoires (régime de faveur pour l'élite industrielle ; pain noir pour les pauvres et les travailleurs étrangers)... Au demeurant, elles seraient inapplicables en France sauf à réduire drastiquement le volume des aides sociales et prendre le risque d'une guerre civile pour obliger les pauvres et les immigrés à accepter dans l'agro-alimentaire et les services des emplois de près de 50 heures hebdomadaires rémunérés quelques euros de l'heure.

4/ LES ÉCARTS SE CREUSENT ENTRE LES ÉCONOMIES EUROPÉENNES

Ainsi l'euro s'est-il révélé être un « *pousse-au-crime* » pour les gouvernements faibles. Les crédits foisonnants ont entretenu une illusion de prospérité qu'est venue briser en 2008 la « *crise des subprimes* », venue d'Outre-Atlantique.

La crise bancaire a été assez bien surmontée des deux côtés de l'Atlantique. Mais tandis que les États-Unis ont retrouvé peu à peu le chemin de la croissance, rien de tel en Europe ! Les aides publiques destinées à sauver les banques ont en effet mis à nu les États. Ceux qui avaient construit sur du sable en empruntant des euros pour des investissements sans profit immédiat (infrastructures ou immobilier) se retrouvent à terre. C'est notamment le cas de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne et de l'Irlande cités plus haut.

En France, les administrations et le secteur social, obèses et endettés, écrasent de leur poids le secteur productif. Des entreprises naguère méritantes, comme par exemple les entreprises françaises de l'agro-alimentaire, tombent les unes après les autres, incapables de résister à des concurrentes allemandes qui se permettent de faire travailler des ilotes roumains ou polonais à un ou deux euros de l'heure.

Résultat : en 2012, la balance commerciale de l'Allemagne présente un excédent de 188 milliards d'euros, soit davantage que la Chine, le Japon ou les pays pétroliers ; la France, à l'opposé, se signale par un déficit de 67 milliards d'euros sur ses échanges avec l'étranger (marchandises, services financiers et marchands, tourisme). Dans le même temps, le budget de l'État allemand est peu ou prou à l'équilibre cependant que le déficit budgétaire de l'État français atteint les 100 milliards d'euros.

En dissipant les illusions nées de l'euphorie financière, la « *crise des subprimes* » a révélé que les économies «*réelles*» de la zone euro divergeaient au lieu de se rapprocher : les pays industriels traditionnellement exportateurs accumulent les excédents ; les autres accumulent les déficits commerciaux et les dettes, sans pouvoir enrayer leur déclin.

Les déficits commerciaux et l'endettement sont étroitement liés mais, on va le voir, pas de la façon avancée par les gouvernants actuels !

5/ LES DÉFICITS COMMERCIAUX ENTRAÎNENT *IPSO FACTO* ENDETTEMENT PUBLIC ET PRIVÉ

Après l'observation des faits, venons-en à l'explication, au demeurant très compréhensible.

Considérée dans son ensemble, la zone euro conserve une balance commerciale peu ou prou équilibrée avec le reste du monde, ce qui est normal dès lors que l'euro est soumis au régime des changes flottants: son cours par rapport au dollar tend à baisser quand les performances commerciales de la zone euro se dégradent et vice versa.

Mais à l'intérieur de la zone, derrière cet équilibre de façade, on observe deux catégories de pays de plus en plus dissemblables : les pays structurellement déficitaires, pour lesquels le cours de l'euro est notoirement surévalué, et les pays structurellement excédentaires, pour lesquels il est sous-évalué.

Le mal qui frappe la zone euro prend sa source dans ce déséquilibre interne, en vertu du principe de conservation de la « *balance des paiements*»:

1- Dans les pays de la première catégorie, le déficit commercial induit une sortie d'argent égale à la différence de valeur entre les importations et les exportations.

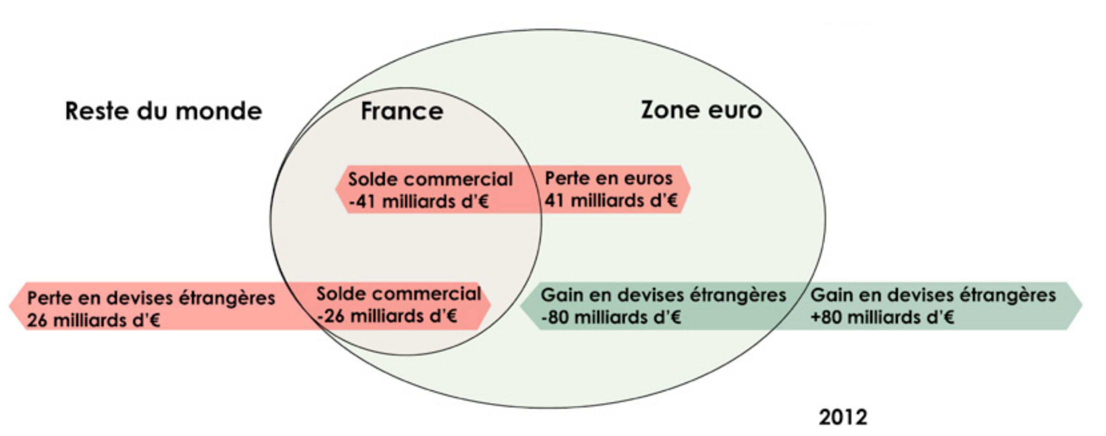
2- Cette sortie d'argent est compensée par des prêts ou des placements venus de l'étranger d'un même montant, car, par définition, la «*balance des paiements*» de tout pays est nécessairement et constamment à l'équilibre, avec autant d'argent qui entre et qui sort (ce principe selon lequel le total des revenus et des placements est toujours *identique* au total des dépenses et des emprunts s'applique aussi aux entreprises et aux ménages).

On voit ainsi comment l'endettement public de certains pays découle de leur déficit commercial : cet endettement est une manière parmi d'autres de récupérer l'argent qui est sorti du pays pour les besoins des importations.

Répétons-le : *ce n'est pas parce que les budgets de la Grèce ou de la France sont en déficit que ces pays se portent mal mais c'est, au contraire, parce qu'ils se portent mal - autrement dit accumulent les déficits commerciaux - que leurs finances publiques sont en déficit* (*).

(*) De façon similaire, en Espagne et en Irlande, au début des années 2000, le déficit commercial a pu être compensé de façon indolore par la spéculation immobilière : les banques privées ont emprunté massivement à l'étranger en profitant des faibles taux d'intérêt autorisés par l'euro mais comme la bulle immobilière a fini par éclater, ces banques ont appelé à l'aide l'État et celui-ci a endossé leur dette, se retrouvant dans la même situation que l'État français,

Donc, peu importe la nature publique ou privée du déficit monétaire induit par le déficit commercial ; peu importe même l'existence de ce déficit !... Le seul véritable problème est que l'absence de régulation monétaire entre les États de la zone euro détruit depuis 2000 le tissu industriel des plus faibles. En l'absence de réajustement monétaire, ce tissu industriel s'affaiblit d'année en année et devient d'année en année moins apte à rebondir. La chute de PSA affaiblit les équipementiers français, les rendant moins aptes à affronter leurs concurrents allemands ou américains.



Balance commerciale de la France et de la zone euro en 2012

LA RIGUEUR EST SANS ISSUE, L'AJUSTEMENT MONÉTAIRE EST LA SOLUTION

Aucun État ne peut indéfiniment emprunter à l'étranger (à l'exception notable des États-Unis) car ces emprunts supposent le versement d'intérêts d'autant plus élevés que l'État est réputé fragile.

Pour éviter de s'endetter *ad vitam aeternam*, tout État doit donc équilibrer sur le long terme sa balance commerciale, soit par une réduction drastique de la consommation intérieure, soit par un réajustement monétaire. La monnaie unique excluant par définition un réajustement monétaire entre les États de la zone euro, ceux-ci n'ont d'autre issue que de se « *serrer la ceinture* » pour combler le déficit commercial avec leurs partenaires.

1/ EMPRUNTER À L'ÉTRANGER

L'endettement extérieur peut prendre diverses formes : emprunts d'État, emprunts privés, investissements. Il s'agit dans tous les cas de compenser une dépense immédiate (le déficit commercial) par une prise de gages sur l'avenir.

-Les banques et les entreprises peuvent emprunter à l'étranger.

C'est ce que l'on a vu en Espagne dans les années 2000, où le secteur privé a profité des taux d'intérêt bas autorisés par la BCE pour investir massivement dans l'immobilier. L'argent qu'avaient engrangé les créanciers étrangers avec leurs ventes de biens et services aux Espagnols a pris de la sorte le chemin du retour, de façon à rétablir l'équilibre de la balance des paiements. Mais après la « *crise des subprimes* », quand la bulle spéculative a éclaté en Espagne, avec un effondrement des ventes d'appartements, le secteur privé, au bord du gouffre, a appelé l'État à l'aide et l'endettement a été reporté sur celui-ci.

-Le pays peut vendre ses « *bijoux de familles* » de façon à compenser une partie du déficit commercial.

C'est ce que l'on observe à la marge en France avec les achats de vignobles, de clubs de football et d'hôtels particuliers par les Chinois ou encore les Quataris, ainsi qu'avec l'entrée de capitaux étrangers dans les grandes entreprises (Club Med, PSA, Alstom...).

Dévaluer n'est pas jouer

La France, dont une partie du déficit commercial est lié au cours trop élevé de l'euro, réclame sa dévaluation au forceps. Mais dévaluer la monnaie unique n'est pas pertinent dès lors que les échanges de la zone euro avec le reste du monde sont à l'équilibre (grâce aux exportations allemandes).

Au demeurant, cette dévaluation faciliterait peut-être les exportations de la France vers le reste du monde mais ne changerait rien au déséquilibre de son commerce avec les autres pays de la zone euro.

L'Allemagne, pour sa part, aurait tout à perdre à une dévaluation de l'euro car ses exportations, qui sont constituées pour l'essentiel de biens d'équipement, ne sont pas élastiques (leur ventes ne sont pas liées à leur prix mais à leurs performances techniques) : avec un volume de ventes quasiment constant et des prix plus bas, elles lui rapporteraient au total moins de devises.

-Plus sérieusement, l'État peut compenser la déperdition de monnaie occasionnée par le déficit commercial en s'endettant auprès de l'étranger.

Le montant des emprunts est recyclé dans le circuit économique pour secourir les chômeurs victimes de la concurrence étrangère (aides sociales ou création d'emplois aidés) ou, mieux encore, aider les entreprises à y faire face (aides à l'embauche, l'investissement et la recherche...).

Cette attitude est celle des États démocratiques, soucieux de préserver avant tout la cohésion nationale. Mais elle les laisse à la merci des créanciers étrangers qui peuvent spéculer contre eux et leur imposer des taux d'intérêt exorbitants.

Elle a surtout l'inconvénient de ne régler en rien le déficit. Même si l'État convertit une partie de ses dépenses «*improductives*» (police, santé, armée, éducation) en dépenses «*productives*» (aide à la recherche ou à l'exportation), même si, mieux encore, il baisse les impôts qui pèsent sur les entreprises, cela ne suffit pas à surmonter le handicap structurel qui sépare les entreprises nationales de leurs concurrentes étrangères. Ainsi en va-t-il des entreprises françaises de l'agro-alimentaire. Malgré l'enchaînement des plans d'urgence par les pouvoirs publics, elles n'ont aucune chance face à leurs concurrentes allemandes qui bénéficient d'une main-d'œuvre plus malléable et beaucoup moins chère.

La monnaie nationale protège de la dette extérieure

Il n'est pas mauvais qu'un État s'endette pourvu que ce soit de façon modérée et dans le cadre national. C'est une façon pour lui de capter une épargne stérile et de la recycler vers les parties les plus dynamiques du pays (soutiens à l'investissement ou à la consommation). Et si l'État s'endette massivement à l'étranger, pas d'affolement ! Cette dérive n'a rien de dramatique pourvu que la monnaie nationale préserve l'équilibre des échanges extérieurs.

C'est ce qu'attestent les exemples étrangers :

Considérons d'abord le Japon. Sa dette publique est plus importante qu'aucune autre (elle est supérieure à 200% du PIB). Pourtant, le pays demeure riche et solide avec une espérance de vie et des critères de bien-être très élevés. C'est que le Japon a une balance commerciale équilibrée et n'a pas besoin d'emprunter à l'étranger. Sa dette publique, toute entière souscrite par des nationaux, n'est donc pas de *même nature* que celle de la France ou la Grèce. C'est une forme d'impôt rémunéré, avec l'avantage que les créanciers sont solidaires de l'État et n'ont pas intérêt à spéculer contre lui. S'il fait faillite, eux-mêmes en pâtiront.

Quant au Canada et à la Suède, confrontés à une dette publique très importante dans les années 1990, en bonne partie souscrite à l'étranger, ils ont d'abord procédé à une sévère dévaluation de leur monnaie. Ils ont pu de la sorte rééquilibrer leur balance commerciale, relancer leurs exportations et réduire leurs importations.

Le rééquilibrage des finances publiques a été ensuite un jeu d'enfant : avec un secteur productif en ordre de marche et des entreprises disposées à embaucher à nouveau, nul n'avait plus besoin des secours de l'État.

Le Royaume-Uni a pu se relever de la «*crise des subprimes*» de façon similaire, en laissant glisser sa monnaie *avant* de s'attaquer aux rigidités de l'État. Ce pays, qui n'appartient plus que pour la forme à l'Union européenne et se rapproche à grandes brasses des États-Unis, a retrouvé un taux de croissance honorable et un taux de chômage modéré. Le plus spectaculaire est le cas de l'Islande.

La monnaie nationale protège de la dette extérieure (suite)

Frappée plus qu'aucun autre pays par les dérives de son secteur bancaire en 2008, elle a retrouvé en trois ans à peine le chemin de la croissance, d'une part en imposant à ses banques de rembourser elles-mêmes le coût de leurs erreurs, d'autre part et *surtout* en dévaluant fortement sa monnaie.

On voit par là qu'il est inapproprié de comparer les pays malades de la zone euro à ces pays-là. Dès lors qu'ils ne disposent pas de la souveraineté monétaire, les premiers n'ont aucune chance de soulager leurs maux comme les seconds.

2/ « *SERRER LA CEINTURE* »

L'État peut tenter de diminuer les importations et la consommation intérieure par une réduction autoritaire et drastique des dépenses publiques: salaires des fonctionnaires, aides sociales, commandes publiques, pensions de retraite. Il se résigne dans ce cas à une baisse programmée du Produit Intérieur Brut et à l'appauvrissement de la population.

Cette politique est celle imposée par la « *troïka* » (BCE-FMI-CE) à Athènes, Lisbonne ou encore Nicosie, sous prétexte de réduction des déficits publics. Elle est qualifiée par ses promoteurs de « *dévaluation interne* », un barbarisme destiné à éviter le terme maudit de « *déflation* », qui rappelle les mauvais souvenirs des années 1930, quand, pratiquée avec zèle par le chancelier chrétien-démocrate Brüning, elle a désespéré les Allemands et fortement contribué à l'accession au pouvoir de Hitler.

Non seulement elle appauvrit les pays concernés mais elle aggrave aussi les injustices sociales car les classes dominantes ont toujours moyen d'échapper à la rigueur commune. Et il est pour le moins paradoxal qu'à Chypre, en mars 2013, la « *troïka* » impose une taxation des dépôts bancaires et une nationalisation des grandes entreprises privées dans le seul but de sauver la monnaie unique, alors que celle-ci était présentée comme la clé de voûte d'une économie fondée sur la libre entreprise et le respect de l'épargne ! Enfin, elle tourne le dos à la tradition démocratique de l'Europe en conduisant des fonctionnaires européens à imposer des mesures de rigueur par-dessus la tête des élus nationaux.

Pour quels résultats ? La « *dévaluation interne* » est très difficile à mettre en œuvre pour les raisons susdites. En théorie, par une baisse autoritaire des salaires et des pensions, elle conduit à une baisse de prix des productions locales et donc à une augmentation des exportations, ainsi qu'à une baisse de la consommation et donc à une diminution des importations. Mais elle aboutit aussi à une diminution des échanges intérieurs : les consommateurs potentiels, ayant des revenus moindres, réduisent leurs achats. Faute de recettes suffisantes, les entreprises les plus fragiles mettent la clé sous la porte et le chômage explose. Ultime paradoxe : la baisse d'activité conduit à une perte de recettes fiscales que ne compensent pas les coupes dans les dépenses publiques. Au final, la dette publique augmente ou se stabilise à peine.

En Grèce comme en Espagne et au Portugal, la richesse nationale a ainsi chuté d'un quart environ entre 2008 et 2012, ce qui est proprement énorme et ne se voit d'ordinaire qu'en temps de guerre. D'autre part, ces pays sont redevenus des pays d'émigration et voient fuir leur jeunesse diplômée, obérant leur développement futur. À long terme, les thuriféraires de la monnaie unique n'offrent d'autre perspective aux habitants de ces pays que de stabiliser leurs revenus très en dessous des pays les plus riches de la zone euro.

Ces résultats, à l'opposé des espoirs placés en l'euro, en viennent à disqualifier injustement le projet européen dans son ensemble.

En 2014, le gouvernement de Madrid s'est félicité d'un début de reprise économique ; c'est que, simplement, les salaires en Espagne ont tellement baissé que les entrepreneurs ont pu reprendre des parts de marché dans la zone euro à leurs concurrents français, belges ou autres. Cette forme de « *dévaluation compétitive* », à l'opposé des buts affichés de l'euro, disqualifie injustement le projet européen dans son ensemble... Il serait dommage que l'œuvre de Jean Monnet et Robert Schuman sombre corps et biens du fait de l'idéologie de la monnaie unique.

3/ DÉVALUER LA MONNAIE DE FAÇON À GOMMER LE DÉFICIT COMMERCIAL

Revenons sur l'ultime remède au déficit commercial, celui que s'interdisent les États de la zone euro. Il est pratiqué de toute éternité avec succès par les États maîtres de leur monnaie. Il consiste à laisser glisser le taux de change de façon à réajuster la valeur des importations au niveau des exportations.

Quand la France avait des francs et l'Allemagne des marks et que les Allemands vendaient aux Français plus de *Mercedes* qu'ils ne leur achetaient de *Renault*, il s'ensuivait (comme aujourd'hui) un déséquilibre de la balance commerciale entre les deux pays. Mais celui-ci s'éteignait de lui-même dès lors que la Banque de France renonçait à soutenir le cours du franc par des achats de devises à l'étranger, autrement dit dévaluait le franc. Les *Mercedes* devenant plus chères que les *Renault*, Français et Allemands retournaient vers ces dernières jusqu'à rééquilibrer la balance commerciale.

Ainsi la monnaie nationale protégeait-elle chaque pays contre lui-même : les Français contre leur propension à trop consommer (importer) et pas assez produire (exporter) ; les Allemands contre leur propension à trop épargner et trop… travailler.

Quand il était nécessaire de rééquilibrer la balance commerciale, la dévaluation répartissait l'effort de façon parfaitement équitable et indolore entre tous les citoyens, qu'ils soient rentiers, retraités, entrepreneurs ou salariés. Au demeurant, cet effort était relatif : la dévaluation accroît le prix des importations mais pas des productions nationales. D'autre part, cerise sur le gâteau, elle réduit le prix des exportations et permet de relancer celles-ci, autrement dit de développer l'activité nationale.

Par le biais d'une dévalorisation régulière du franc par rapport au mark, la France a pu, pendant un demi-siècle, se confronter avec succès à l'Allemagne, en dépit d'une organisation industrielle beaucoup moins agressive.

En 1949, le mark valait à peu près un franc. Dans *chacune* des quatre décennies suivantes, jusqu'en 1989, le mark a gagné environ 30% par rapport au franc jusqu'à valoir 3,35 francs. Pendant toute cette période, malgré ou à cause de cela, la France a rattrapé son retard industriel et social sur sa voisine d'outre-Rhin. Il y a encore une quinzaine d'années, rappelons-le, PSA concourait avec Volkswagen pour la première place dans l'industrie automobile européenne.

À l'abri de sa monnaie, la France s'est ainsi développée en cultivant une manière faite de solidarité, de créativité et aussi d'un certain laisser-aller qui donne du goût à la vie... On voit que, contrairement à la propagande complaisamment relayée par les médias, la dévalorisation régulière du franc par rapport au mark n'a en rien entravé l'économie française ni altéré le bien-être des Français.

La monnaie nationale, amie de la démocratie

Libre à une société humaine de vivre de façon plus indolente ou dispendieuse que ses voisines ; simplement, dans ce cas, elle doit accepter de laisser filer sa monnaie et payer ses importations plus cher. C'est son choix.

Si la France a choisi de dorloter sa fonction publique et ses intermittents du spectacle, d'entretenir une force nucléaire et d'engager son armée chaque fois que nécessaire, d'ouvrir les bras à une immigration venue des régions les plus déshéritées de la planète, de chouchouter ses bébés... c'est son choix, dicté par la démocratie. De son côté, l'Allemagne a fait le choix de privilégier ses ouvriers et techniciens de l'industrie, de se tenir en-dehors des conflits qui agitent la planète, de restreindre l'immigration aux travailleurs qualifiés du continent européen et de tourner le dos aux bébés (et à l'avenir).

Ces choix opposés se soldent par des charges sociétales beaucoup plus lourdes de ce côté-ci du Rhin. Il s'ensuit pour les entreprises françaises un déficit de productivité. Jusqu'en 1999, la monnaie nationale le compensait en se réajustant régulièrement à la baisse par rapport au *mark*.

Avec la monnaie unique, les Français n'ont plus d'autre alternative que de s'aligner sur les choix sociétaux de leur concurrent principal, l'Allemagne, ou d'accepter le déclin irréversible de leurs industries et de leur niveau de vie.

Cela signifie de façon très claire de cesser d'embaucher de nouveaux fonctionnaires et d'aligner les statuts de la fonction publique sur les contrats de travail de droit privé, de renoncer aux responsabilités militaires et diplomatiques attachées au statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, de ne plus accueillir « *toute la misère du monde* » sauf à la mettre au travail avec des salaires et des horaires du niveau de ceux des Roumains d'Outre-Rhin, d'en terminer avec les gâteries, crèches et allocations destinées aux familles et aux bébés, et bien sûr de revenir sur la retraite à 60 ans, la semaine de 35 heures, les cinq semaines de congés payés et les RTT...

Le maintien de la monnaie unique justifie-t-il ces sacrifices? Même si cela était, il faut voir qu'ils ne pourraient aboutir aux économies escomptées qu'après de longues années durant lesquelles se poursuivrait la désindustrialisation du pays, avec au bout du chemin un appauvrissement sans doute irréversible.

UNE SOLUTION, LA MONNAIE «*COMMUNE*» ET NON PAS «*UNIQUE*» ?

Sans véritable nécessité économique, dans un objectif purement politique et idéologique, les dirigeants européens ont donc confié en 1999 les économies du continent à une monnaie unique qui fait fi des particularités nationales, en particulier dans le rapport au travail et la gestion des solidarités.

Depuis lors, mésestimant les différences anthropologiques, culturelles et historiques entre les populations européennes, ils tentent d'imposer un modèle social et économique uniforme, inspiré du « *modèle* » allemand, ou plus exactement prussien, fondé sur l'austérité, l'inégalité et le respect de l'autorité. La réussite de la monnaie unique passe par la généralisation de ce modèle. Mais les peuples résistent et restent fidèles à leurs penchants traditionnels. Les Français pas davantage que les Grecs ne tiennent à se convertir en Prussiens. Faut-il le regretter?...

Du coup, n'étant plus protégées par la barrière de la monnaie et l'arme de la dévaluation, les économies les moins agressives s'effondrent et menacent d'entraîner tout le continent dans leur ruine.

Refusant de regarder la réalité en face, les dirigeants européens s'obstinent néanmoins à préserver la monnaie unique, fut-ce en violant le suffrage universel (le traité constitutionnel a été appliqué en dépit de son franc rejet par les Français et les Hollandais en 2005) ou la souveraineté des États. Après que la Grèce, Chypre et le Portugal ont été placés sous le protectorat d'une commission occidentale, les élus français (droite et gauche réunies) ont de leur propre chef adopté la «*règle d'or budgétaire*» qui les prive au profit de Bruxelles de leur principal pouvoir, le contrôle des recettes et des dépenses publiques.

Las, six ans après la « *crise des subprimes* », le spectre de la déflation menace pour de bon la zone euro et en particulier les pays du Sud. En France, confrontés à la baisse du pouvoir d'achat de leur clientèle, les groupes de la grande distribution se livrent à une guerre des prix impitoyable ! Contraints de serrer tant et plus leurs coûts, leurs fournisseurs se voient acculés à la faillite, nourrissant de la sorte un cercle vicieux : *désindustrialisation et sous-activité => chômage et baisse de pouvoir d'achat => baisse de la demande => baisse des prix et des marges des entreprises => désindustrialisation et sous-activité =>...*

Pour circonvenir cette menace, le gouverneur de la BCE Mario Draghi a défié en mai 2014 l'orthodoxie libérale en baissant ses taux d'intérêt au maximum avec l'espoir de relancer le crédit, l'investissement et la consommation. Mais cette mesure est venue trop tard car la déflation est déjà à nos portes. Elle se heurte au péché originel de la monnaie unique, celui de réunir des économies contraires (*).

Dans les pays du Sud, le crédit bon marché ne suffit pas à rendre aux patrons le goût d'entreprendre. Du fait de la baisse de la demande, leur outil de production est désormais surdimensionné. Tétanisés par la concurrence allemande, ils ne voient pas quel investissement pourrait corriger leurs handicaps structurels et relancer leurs ventes sur les marchés domestiques et extérieurs. Bien sûr, il en irait autrement d'une dévaluation qui les libérerait pour quelques années de leurs concurrents d'outre-Rhin et leur permettrait de reprendre leur souffle !...

Plus inattendue est la conséquence de la baisse des taux d'intérêt sur l'économie d'outre-Rhin : les épargnants allemands qui avaient beaucoup misé sur les obligations et l'assurance-vie craignent de voir leurs revenus s'effondrer. Ils commencent de reporter leur épargne vers l'immobilier, d'où une augmentation des prix des logements et des loyers, au détriment des classes moyennes.

Qui plus est, les industriels allemands commencent à pâtir de l'appauvrissement des pays du Sud, avec une baisse des commandes et de l'activité. Ils découvrent la perversité des échanges dissymétriques, avec des ventes à crédit qui s'effondrent dès lors que les débiteurs cessent d'être solvables, et ne tarderont pas à regretter des échanges symétriques et loyaux fondés sur la réciprocité.

(*) La déflation désigne une baisse générale des prix provoquée par une baisse de la demande (baisse de la demande => baisse des prix et des marges des entreprises => désindustrialisation et sous-activité => baisse de la demande => ...). On a connu ce phénomène en particulier au début des années 1930 en Europe.

Mais les prix peuvent aussi baisser pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la demande et la déflation. C'est ce que l'on a observé aux États-Unis avant la Première Guerre mondiale, quand les innovations techniques et les gains de productivité ont permis de satisfaire les besoins croissants des citoyens avec des produits moins coûteux à produire et en bien plus grande quantité. Les quantités augmentant bien plus vite que ne diminuaient les coûts, cette baisse des prix allait de pair avec une augmentation de la richesse nationale.

Ainsi l'Allemagne, qui croyait pouvoir tirer profit de la monnaie unique, risque-t-elle d'en être à son tour victime, tant il est vrai qu'un système mauvais par nature ne peut générer que des inconvénients !

Une catastrophe majeure se profile, avec son lot de ruines, de jacqueries et qui sait ? de guerres civiles, sociales ou ethniques. Elle nourrira les réflexions des historiens du futur sur l'inconscience abyssale des Européens de ce début du XXIe siècle. Y aurait-il moyen de l'éviter ?

- UNE ALTERNATIVE BRUTALE : LA SORTIE DE L'EURO

La manière la plus évidente d'échapper au piège de la monnaie unique est d'en sortir, soit que tous les États de la zone euro s'accordent sur le retour à la case départ et rétablissent leur monnaie nationale, soit que les États les plus fragiles (Chypre, Grèce, Portugal...) demandent l'un après l'autre à en sortir isolément.

Les partisans de la monnaie unique, confrontés à son échec, se sont retranchés derrière une ultime ligne de défense: «*S'il est vrai que l'euro n'a amené que des déconvenues, en sortir serait bien pire, avec le retour à l'inflation, une dette astronomique, la fermeture des frontières etc etc!*» Ils assènent cet argument ambigu avec la même assurance qu'ils en mettaient à énoncer il y a quinze ans les bienfaits de la monnaie unique.

On peut légitimement mettre en doute leurs prédictions mais on ne peut faire fi d'une conséquence certaine de la fin de l'euro : il s'ensuivrait dans tous les cas un détricotage de la construction européenne, laquelle ne tient plus que par la monnaie.

En effet, depuis que la finance a pris le pas sur l'industrie dans les années 1980, aucun projet mobilisateur n'est venu relayer les grands projets antérieurs (politique agricole commune, *Arianespace, Airbus*). D'autre part, le Royaume-Uni, principal pays demeuré à l'écart de la zone euro, a depuis plusieurs années pris le large. Il s'est rapproché des États-Unis et n'adhère plus que de façon très formelle à l'Union européenne.

À vrai dire, sauf catastrophe ou révolution, la fin de l'euro est improbable à moyen terme.

Chypre, la Grèce, le Portugal ou encore l'Espagne, qui auraient les meilleures raisons de quitter la zone euro, n'en ont aucune envie pour des motifs essentiellement politiques. Ces pays ont vécu dans la pauvreté, l'asservissement ou la dictature jusqu'à une date récente. Ils ont perçu leur accession à l'Union européenne et à la zone euro comme un brevet de modernité. Ils craignent le retour dans l'ombre et, de toute façon, avec la fuite à l'étranger de leurs jeunes élites, ils ont perdu les ressorts qui leur permettraient d'affronter seuls les défis planétaires à venir. Par ailleurs, leur oligarchie a un intérêt personnel à la conservation de l'euro : sécurité des placements financiers, exportation aisée des capitaux, optimisation fiscale, facilités de déplacement...

Aussi n'est-il pas exclu que la monnaie unique perdure vaille que vaille, fut-ce au prix de la ruine du *Vieux Continent* et du retour des pays méditerranéens à la pauvreté qui était la leur il y a une centaine d'années (*).

- UNE ALTERNATIVE ÉLÉGANTE : LA MONNAIE «*COMMUNE*»

Refusant l'appauvrissement auquel nous voue la monnaie unique mais écartant l'idée d'un retour en arrière brutal, nous soumettons à votre réflexion une solution propre à réconcilier les citoyens européens avec l'Union et avec l'euro.

Il s'agit de transformer la monnaie « *unique* » en une monnaie « *commune* », en réintroduisant des monnaies nationales (drachme, franc, mark...) adossées à cette monnaie commune. Cette solution a été envisagée par les Britanniques lors du débat sur la monnaie européenne mais trop vite écartée par les Allemands et les Français.

(*) Dans un essai percutant, Le déclin, le jeune historien belge David Engels a montré à quoi pourrait ressembler cette Europe future : un empire post-démocratique et invertébré, centré sur Berlin et l'Allemagne.

Cette monnaie « *commune* » tient en deux points :

1-La monnaie commune (continuons de l'appeler *euro*) se présente, dans cette hypothèse, comme une monnaie complémentaire des monnaies nationales. Elle est réservée aux transactions extra-européennes (importations de marchandises chinoises ou de pétrole moyen-oriental). Étant soutenue par les États les plus riches du continent, elle est sûre d'être respectée par les interlocuteurs financiers du reste de la planète et à l'abri d'éventuelles attaques de spéculateurs.

2-Chaque pays utilise par ailleurs sa monnaie nationale, mais seulement pour les usages domestiques et les échanges avec le reste de la zone monétaire européenne. En cas de déséquilibre des échanges intra-européens, cette monnaie peut être réévaluée par rapport aux autres monnaies du « *panier* » commun.

- UNE EUROPE À L'ABRI DE LA SPÉCULATION ET DES DÉSÉQUILIBRES COMMERCIAUX

La monnaie commune est un dispositif intermédiaire entre le Système monétaire européen (SME) mis en place en 1979 et la monnaie unique qui lui a succédé.

Le SME avait introduit une monnaie de compte commune, l'ECU, conçue comme un « *panier* » des monnaies nationales. Mais il avait souffert de ce que les monnaies nationales qui le constituaient ne pouvaient fluctuer entre elles que dans de strictes limites et qu'elles pouvaient donner lieu à des transactions sur toutes les places financières de la planète.

Un spéculateur américain pouvait ainsi se débarrasser d'une monnaie réputée faible par des ventes à terme : par exemple, il cédait des lires italiennes contre des dollars mais demandait à ne procéder à l'échange que dans un mois ; sa démarche affolait les marchés et précipitait la chute de la lire de sorte que le moment venu, il réalisait un bénéfice substantiel sur ses dollars.

-La monnaie commune a un premier avantage sur le SME :

Elle réserve en effet les monnaies nationales aux échanges à l'intérieur de la zone monétaire européenne. Indisponibles sur les places financières internationales, à Londres, Tokyo ou New York, ces monnaies se trouvent de ce fait à l'abri d'éventuelles attaques spéculatives.

-L'avantage décisif de la monnaie *commune* par rapport à la monnaie *unique* est d'autoriser les réajustements monétaires entre États européens, en cas de déséquilibre flagrant des échanges :

Supposons que la balance commerciale d'un pays vienne à se dégrader brutalement comme c'est le cas aujourd'hui en France ou en Grèce : le pays va demander un réajustement de son taux de change par rapport à la monnaie commune. De la sorte, il va pouvoir relancer en douceur ses exportations et réduire ses importations.

Appliquée à la Grèce, cette solution lui eut permis de rétablir à bon compte sa compétitivité touristique et agricole par rapport à ses concurrents extra-européens (Turquie, Tunisie...). Appliquée à la France, elle eut évité à son industrie automobile que de simples erreurs de management s'avèrent mortelles face au rouleau-compresseur allemand.

Notons que la monnaie commune, en garantissant l'équilibre des échanges, supprime la tentation protectionniste avec des campagnes à la Montebourg du type « *Achetez français* ». Pareilles campagnes n'ont plus lieu d'être.

- UNE MONNAIE COMMUNE À USAGE INTERNATIONAL ET DES MONNAIES À USAGE EUROPÉEN

La monnaie commune induit un système monétaire à deux étages, avec une « *lubrification* » qui prévient de façon naturelle les à-coups :

1- la Banque Centrale Européenne gère les émissions en euros et les conversions entre euros et devises étrangères (dollars, yens, roupies, livres...).

2- les Banques nationales gèrent les émissions dans leur monnaie et les conversions dans une autre devise européenne ou en euros.

Par exemple, un Français ayant vendu des parfums aux États-Unis convertit ses dollars en francs auprès de la Banque de France. Celle-ci, à son tour, remet les dollars à la Banque Centrale Européenne et obtient en contrepartie des francs.

La BCE échange ses devises étrangères (dollars, yens...) contre les euros disponibles sur les marchés internationaux. Le taux de change entre l'euro et les devises étrangères s'établit normalement sur la base des quantités disponibles : en simplifiant, disons que si les banques américaines proposent dix milliards d'euros à la BCE et celle-ci quinze milliards de dollars aux banques américaines, on aura un taux de change d'un dollar et demi pour un euro.

Maintenant, si un Allemand vend des voitures en France, il reçoit des francs qu'il cède à la Banque d'Allemagne contre des marks. À son tour, la Banque d'Allemagne convertit ses francs en marks auprès de la BCE.

Enfin, si un importateur français veut acheter des télévisions au Japon, il donne à la Banque de France les francs dont il dispose et celle-ci les convertit en euros auprès de la BCE.

3- la BCE sert de chambre de compensation entre les différentes monnaies européennes -c'est sa deuxième fonction-.

Si, sur la base des taux en vigueur, la BCE a reçu de la Banque de France moins de monnaies européennes ou étrangères qu'elle n'a reçu des francs de l'ensemble des autres banques, c'est le signe d'un solde commercial négatif de la France. Dans ces conditions, soit la Banque de France demande un crédit en considérant que ce déficit est accidentel et pourra être facilement résorbé, soit on réajuste à la baisse la part du franc dans le « *panier* » européen ; c'est une dévaluation.

Des monnaies qui « *flottent* », c'est naturel

La classe politique européenne a instillé la peur des « *manipulations monétaires* » pour justifier la monnaie unique... et les fructueux placements financiers qu'ils en attendent. Rien n'est plus absurde que cette peur.

Lorsqu'il s'agit de rééquilibrer le solde commercial d'un pays, la dévaluation est un remède « *naturel* » beaucoup moins douloureux que l'austérité imposée (baisse des salaires) et autrement plus efficace.

Elle ne change rien aux échanges intérieurs, qui concernent la grande majorité de l'activité. Elle a pour seul effet visible d'augmenter le prix des achats à l'étranger, au demeurant dans une proportion réduite. Ainsi, le prix du carburant automobile, produit sensible entre tous, est à plus de 60% constitué par les taxes intérieures, le coût du raffinage et de la distribution ; l'effet d'une dévaluation est dans ce cas minime et peut être très facilement compensé par une légère diminution des taxes intérieures.

Notons enfin que, si les ajustements monétaires sont aujourd'hui interdits entre « *partenaires* » européens du fait de la monnaie unique, ils perdurent bel et bien entre la zone euro et le reste du monde. L'euro «*flotte*» en permanence par rapport au dollar ou au yen. Il se dévalue ou se réévalue sans que personne s'en émeuve ou tente de s'y opposer. Ce régime des «*changes flottants*» agit comme une force de rappel dans le sens d'un rééquilibrage des échanges commerciaux de la zone euro avec le reste du monde. Et c'est heureux.

- UNE EUROPE « *UNIE DANS LA DIVERSITÉ* »

Pour les citoyens ordinaires, la monnaie commune a l'inconvénient, notons-le, de réintroduire le change des pièces et des billets entre les pays européens pour les petits achats hors de chez soi ; cet inconvénient mineur doit être rapporté à l'inconvénient majeur de la monnaie unique : ruine des États méditerranéens, désindustrialisation et chômage de masse... Refuse-t-on un médicament sous prétexte qu'il a mauvais goût ?

Il n'est pas trop tard pour mettre en œuvre la monnaie commune. Cette solution inédite reflète à merveille dans le domaine monétaire la belle devise de l'Union européenne : « Unie *dans la diversité* »... Elle offre l'avantage d'une monnaie forte sur la scène planétaire, avec des taux d'intérêt avantageux, tout en respectant les différences entre les sociétés de notre cher *Vieux Continent*.

Mais qui saura se détacher des idées convenues, porter les yeux sur elle et arrêter la course à l'abîme ?

Les pays du Sud - et l'Irlande -, on l'a vu, n'ont ni la volonté ni la stature qui leur permettraient d'imposer une réforme de l'Europe et de sa monnaie. Seule la France, forte de son potentiel économique, de sa relative jeunesse, de son Histoire et de sa culture démocratique et révolutionnaire, en est encore capable.

Osons le mot : c'est d'une révolution, voire d'une dictature de salut public, que sortira notre salut et celui de l'Europe. Mais le temps presse. Dans quelques années, les chances de rebond de notre pays auront été réduites à néant par la ruine de son industrie et l'exil de ses jeunes diplômés. Faute d'avoir agi quand il était encore temps, nous devrons alors nous résigner à devenir les DOM-TOM d'une Europe centrée sur l'Allemagne, autrement dit un territoire sous perfusion, soumis au bon vouloir de la métropole.

Monnaie commune, mode d'emploi

Le passage de la monnaie unique à la monnaie commune serait bien plus simple et moins coûteux que les bricolages financiers par lesquels, depuis cinq ou six ans, on tente de sauver la monnaie unique :

1- Dans un premier temps, les responsables européens proclament haut et fort leur volonté de défendre coûte que coûte la monnaie unique... afin d'endormir la méfiance des marchés.

2- Ensuite, à la faveur d'un long week-end ensoleillé durant lequel tout le monde (ou presque) est parti en villégiature, ils suspendent les transactions en euros.

3- Ils décrètent la conversion par les banques des montants en euros qu'elles détiennent dans la nouvelle monnaie nationale au taux de 1 pour 1 (1 drachme = 1 franc = 1 mark = ... = 1 euro). Rien de plus simple : il s'agit d'un jeu d'écriture informatique quasi-instantané.

4- Les agences bancaires apposent sur les billets de banque qui passent en leur possession un tampon à l'effigie de la nouvelle monnaie nationale : il ne s'agit que d'un détail car la monnaie *fiduciaire* (billets de banque et pièces de monnaie) représente moins de 5% de la masse monétaire totale, très loin derrière la monnaie *scripturale* (comptes en banque).

5- Important : les dettes en euros sont elles-mêmes converties dans la nouvelle monnaie nationale du débiteur. C'est, en drachmes par exemple, que la Grèce est invitée à rembourser ses précédents emprunts en euros.

Monnaie commune, mode d'emploi (suite)

L'argument est d'une logique juridique imparable:
Quand ils ont prêté à la Grèce, les créanciers ont-ils obtenu l'assurance formelle que l'Europe garantirait le remboursement de leurs prêts ? En aucune façon. Dès lors que l'Union européenne et la BCE ont refusé par avance d'endosser les risques liés à la dette grecque, on est en droit de considérer celle-ci comme strictement liée à la Grèce, à son économie et à sa monnaie, qu'elle s'appelle *euro* ou *drachme*. Si la monnaie grecque est dévaluée, c'est tant pis pour les créanciers étrangers qui, en bons capitalistes, doivent assumer les risques de leurs placements et payer leurs erreurs de jugement.

Le rattachement de la dette à la monnaie nationale n'est pas seulement une mesure de bon sens. C'est aussi une mesure salutaire car elle intéresse les créanciers au redressement du pays. Ils ont tout intérêt en effet à ce que la monnaie soit dévaluée *a minima* et se redresse au plus vite (ce serait tout le contraire si leurs prêts restaient rattachés à l'euro).

6- Il ne reste plus à la Banque Centrale Européenne qu'à réévaluer le taux des nouvelles monnaies nationales par rapport à l'euro commun, avec, par exemple une dévaluation de 40% de la drachme, une dévaluation de 15% du franc et une réévaluation de 15% du mark. De quoi redresser immédiatement l'activité touristique et agricole de la Grèce ou la production industrielle de la France.
Les Allemands et les petits et gros épargnants de la planète n'auront pas à en souffrir dans leur vie quotidienne ; ils seront simplement conduits à moins épargner et accepter de moindres rendements sur leurs placements. Y sont-ils prêts ? Oserons-nous les y contraindre ? C'est toute la question.

MONNAIE : SECRETS DE FABRICATION

par Joseph Savès

UNE CIRCULATION EN BOUCLE

Nous manipulons à tout propos la monnaie et croyons bien la connaître. Mais est-ce si sûr ? Nous vous invitons à réfléchir sur sa nature afin de comprendre enfin la signification des circuits monétaires... et l'origine de la Crise européenne.

A- LA NAISSANCE DES CIRCUITS D'ÉCHANGES

Commençons par une histoire de cour d'école. Une dame débarque dans une petite ville et se rend à l'auberge. Elle réserve une chambre pour le soir et laisse un billet de 50 euros en acompte.

Là-dessus, le marchand de primeurs fait sa livraison quotidienne et l'aubergiste lui donne le billet de 50 euros en guise de paiement. Le marchand de primeurs achète avec le billet une paire de chaussures.

Le chausseur, à la pause déjeuner, se rend avec un ami à l'auberge et prend un repas qu'il règle avec le billet. Enfin, la dame revient à l'auberge et déclare au patron : « *Tout compte fait, je ne reste pas, pouvez-vous me rendre mon billet ?* ». « *Le voici* », répond celui-ci. La dame le prend et le déchire. « *Il était faux* », dit-elle sous les yeux médusés de son interlocuteur.

Sous son caractère badin, cette histoire nous montre très exactement ce qu'est la monnaie : un catalyseur. Elle ne sert à rien sinon à nourrir un circuit d'échanges.

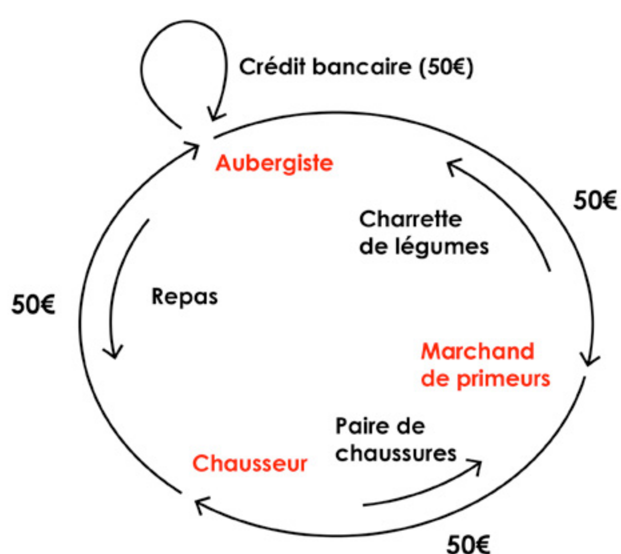
Baptisons la dame du nom de *Banque*. Si, au lieu de détruire son billet de 50 euros, elle le laisse à l'aubergiste, celui-ci va pouvoir le remettre en circulation le lendemain et les jours suivants… Si un deuxième billet s'ajoute au premier, les échanges vont s'accélérer, voire doubler à condition – c'est très important – qu'il se trouve d'autres personnes disposées à vendre et aussi acheter des primeurs, des chaussures, des repas ou toutes autres prestations désirables.

Dans la vie réelle, le circuit d'échanges ci-dessus se multiplie et se ramifie à l'infini, mais toujours selon le même principe. Grâce à la circulation en boucle de la monnaie, chacun est à la fois producteur et consommateur. Le marchand de primeurs vend ses fruits et légumes à différents agents (aubergistes et particuliers). Avec les billets qu'il reçoit en retour, il achète les produits et services dont il a besoin pour sa consommation et celle de sa famille mais aussi les plants, les engrais et les machines indispensables pour développer sa production, sans compter la rémunération d'éventuels salariés.

Hissons-nous à l'échelle du pays. Celui-ci est tissé d'une multitude de circuits d'échanges comme les précédents.

Ces circuits d'échanges n'incluent pas seulement des échanges de biens et de marchandises mais aussi des transactions particulières telles que le versement d'impôts ou de taxes à la puissance publique, ou le versement par celle-ci d'allocations sociales à des ayant-droit. C'est par exemple l'État qui prend au chausseur dix euros et les reverse à un chômeur qui, lui-même, va les échanger contre un modeste repas. Ces prestations contribuent à faire « *tourner* » la monnaie. Elles s'inscrivent bien dans les circuits d'échanges même si la cession d'un billet n'est pas compensée par la cession en sens inverse d'une marchandise.

Caractérisés par une transcription monétaire, l'ensemble des circuits d'échanges forment l'économie *marchande*. Celle-ci se distingue de l'économie *domestique* qui est, elle, fondée exclusivement sur le don ou le troc. Au premier abord, cette économie marchande peut paraître très complexe. Dans les faits, elle ne l'est pas davantage que le circuit en boucle du début.



Création de valeur, valeur ajoutée, investissements, consommation

Gardons les pieds sur terre. Ne perdons pas de vue que les circuits d’échanges ont pour seul but d’assurer à chacun de nous de quoi satisfaire ses besoins et ceux de sa famille (alimentation, logement, loisirs etc).

Ainsi, le chausseur achète du cuir et d’autres matières premières pour un montant de 10 euros. Il confectionne avec cela une paire de chaussures qu’il va revendre 50 euros. La différence, soit 40 euros, est la « *valeur ajoutée* » de son activité. Il peut la consacrer à sa consommation et, par exemple, s’offrir un repas à l’auberge.

Comme lui, chacun a le souci constant de créer de la valeur, de façon à dégager des ressources qui vont assurer son bien-être et tout simplement lui permettre de vivre.

Notons qu’il n’y a pas de différence de nature entre les achats destinés à la *consommation* personnelle ou familiale et ceux qui sont affectés aux *investissements*, autrement dit à la production de marchandises, biens ou services. Les uns et les autres concourent de la même façon au circuit des échanges. Ils sont aussi essentiels les uns que les autres. Ainsi le chausseur arrêterait-il son activité s’il n’avait pas l’assurance qu’elle lui laisse un reliquat pour sa consommation personnelle ou familiale.

Pour la forme, on peut accorder une place particulière à celui qui n’a besoin de rien ou presque pour « *créer de la valeur* ». Celui-là ne transforme pas de la matière mais vend exclusivement sa force de travail et ses compétences (artiste, consultant, écrivain, fonctionnaire, éducateur etc).

Ses achats se limitent à sa consommation familiale. À ce titre, il relève du secteur des services, ou secteur tertiaire, que l’on distingue usuellement de l’industrie, ou secteur secondaire, et de la transformation des matières premières et agricoles, ou secteur primaire. Ces distinctions sont, il est vrai, purement formelles. Elles n’apportent rien de plus à notre analyse des échanges.

B- CROISSANCE ÉCONOMIQUE, ENDETTEMENT ET INFLATION

Dans l'histoire précédente, nous avons observé trois échanges d'un montant total de 150 euros sur une journée. Profitons-en pour rappeler quelques définitions :

- Le total des échanges en boucle, entre le moment où un agent reçoit de l'argent et celui où il donne la contrepartie sous forme d'achats, constitue la *masse monétaire en circulation*; dans notre exemple simplissime, avec un seul circuit bouclé en une journée, ladite masse monétaire s'élève à 150 euros.

- La somme de tous les échanges sur une année définit à peu de chose près, dans un pays quelconque, la *richesse nationale* ou *Produit Intérieur Brut* (PIB).

D'une année sur l'autre, si les circuits d'échanges se reproduisent à l'identique, l'économie du pays est stationnaire. Mais si des agents économiques manifestent le désir, d'une part de consommer davantage, d'autre part de produire davantage, ils vont avoir besoin de billets supplémentaires pour réaliser leur souhait, autrement dit d'un prêt de la Banque.

Grâce à cet « *endettement* », il y a croissance économique et, corrélativement, création de monnaie.

Dans notre exemple initial, supposons que l'aubergiste veuille renouveler sa collection de chaussures. Il emprunte à la Banque un billet supplémentaire contre la promesse de la rembourser par annuités avec un taux d'intérêt. Puis il s'adresse au chausseur. Si celui-ci est en mesure d'accroître sa production, il va satisfaire son client et, grâce à son supplément de gain, s'offrir un deuxième repas au restaurant ou toute autre chose.

Maintenant, supposons que, pour une raison ou une autre (manque de machines, manque de personnel, manque de temps), le chausseur ne soit pas en mesure d'augmenter sa production et de répondre à la demande de l'aubergiste : ce dernier va entrer en concurrence avec le marchand de primeurs pour l'obtention de chaussures. Le chausseur va en jouer pour augmenter ses prix et répondre au plus généreux. C'est l'origine première de *l'inflation*.

Dans la réalité, toute société saine connaît une inflation légère : elle est le signe d'une économie dynamique avec une tension sur les prix entre le moment où un agent manifeste le désir d'augmenter ses achats et celui où il trouve enfin satisfaction.

Dans l'exemple précédent, le chausseur, passé le premier émoi, va augmenter sa capacité de production de façon à satisfaire à la fois l'aubergiste et le marchand de primeurs. Mais il se gardera de trop l'augmenter pour ne pas avoir à baisser ses prix.

L'inflation devient préoccupante lorsqu'elle est excessive, ce qui traduit une offre inadaptée à la demande. C'est le cas si l'aubergiste se présente avec de nouveaux billets chez le chausseur sans que ce dernier puisse d'une façon ou d'une autre augmenter sa production. L'offre étant en décalage par rapport à la demande de l'aubergiste et du marchand de primeurs, le chausseur a beau jeu d'augmenter très fortement ses prix jusqu'à ce que la demande se réajuste sur l'offre. Ne le ferait-il pas qu'il s'ensuivrait un « *marché noir* » : des petits malins achèteraient son stock et le revendraient aussitôt aux plus offrants.

Pour remédier à cet excès d'inflation ou la prévenir, la Banque restreint la délivrance de billets supplémentaires et, pour cela, augmente ses taux d'intérêt, c'est-à-dire le prix d'acquisition de ses billets.

L'inflation vaut toujours mieux qu'une baisse des prix (*déflation*). Celle-ci traduit une baisse de la « *propension à consommer* » et son effet sur l'économie est mortifère : 1) par manque d'envie ou de moyens, les gens diffèrent leurs achats, y compris les plus importants (voiture, logement) ; 2) les commerçants tentent de relancer la demande en baissant leurs prix ; ils font pression sur leurs fournisseurs pour qu'ils agissent de même ; 3) contraints et forcés, les industriels réduisent leurs propres achats et compriment leurs dépenses salariales ; si cela ne suffit pas, ils licencient leur personnel, mettent leurs machines à la casse ou délocalisent leur production… Tout cela ne fait qu'amplifier la baisse de la propension à consommer et investir. C'est la spirale de la récession et du déclin ! Elle frappe les salariés, atteints par le chômage de masse, mais fait les délices des détenteurs de patrimoines car la valeur relative de ceux-ci augmente quand les prix diminuent.

Retenons de ce qui précède l'image d'une circulation en boucle de la monnaie. Nous verrons que c'est pour l'avoir ignorée ou oubliée que nos dirigeants nous ont plongés dans la crise actuelle.

L'ÉTAT ET LA SOLIDARITÉ

A- IMPÔTS ET COTISATIONS SOCIALES

Nous avons vu plus haut comment circule la monnaie dans un système fermé. Ce système repose sur une infinité d'éléments qui nous sont devenus invisibles tant ils nous paraissent aller de soi.

-DES RELATIONS SOCIALES BASÉES SUR LA CONFIANCE

Il repose en premier lieu sur des comportements individuels codés, sans lesquels il n'y aurait pas d'échanges possibles : la maîtrise de soi et la politesse, l'écoute des autres, le respect de la parole donnée etc. Imaginons-nous d'acheter quoi que ce soit à un commerçant qui nous rudoierait et tricherait sur les prix et le rendu de la monnaie ?

En second lieu, l'économie marchande a besoin d'un environnement propice pour s'épanouir : des voies de circulation sûres et des villes ordonnées, la paix civile et la loyauté des échanges, des citoyens instruits et confiants etc. Un industriel qui veut s'implanter dans un pays, quel qu'il soit, ne considère pas seulement le niveau des salaires mais aussi la qualité des transports et du réseau électrique, l'honnêteté de l'administration et du fisc, la qualité de la main-d'oeuvre, son ardeur au travail, son respect des contraintes horaires etc.

Les comportements individuels et l'environnement social sont le fruit de plusieurs siècles d'apprentissage de la vie collective, dans des conditions parfois violentes. Ils varient beaucoup d'un pays à l'autre et même d'une région à l'autre. De nombreux pays de la planète sont encore voués à l'arbitraire et à la violence clanique et donc impropres au développement d'une économie avancée, tandis que d'autres, dont le nôtre, ont pu mettre en place une « *société de confiance* » et bâtir sur cette base une économie prospère.

-UN ÉTAT QUI FIXE LES RÈGLES ET EN IMPOSE LE RESPECT

Cette mise en place ne va pas de soi. Elle nécessite une autorité supérieure, unanimement respectée, capable d'imposer à tous les citoyens des règles communes et équitables. C'est *l'État*. Le fonctionnement de ses services (administrations, police, justice…) est assuré grâce à *l'impôt*. C'est une contribution obligatoire versée par l'ensemble des citoyens et d'autant mieux consentie qu'elle a été approuvée dans le cadre d'une délibération démocratique.

L'impôt est assimilable à un échange. En versant leur écôt à l'État, les citoyens acquièrent en échange le droit d'être protégés comme ils acquièrent le droit de s'habiller, se nourrir, se loger ou se divertir en donnant de l'argent à un marchand.

L'État moderne ne s'en tient pas là. Il protège aussi les citoyens contre les aléas de la vie : le chômage, la maladie et la vieillesse. Cette protection passe par des *assurances sociales.* Elles sont obligatoires car l'expérience montre que les hommes, livrés à eux-mêmes, ont trop souvent tendance à parier sur la chance et faire l'économie d'une assurance, au risque de s'en repentir plus tard. Pour éviter la multiplication des drames individuels, l'État se doit de les protéger contre eux-mêmes.

Les assurances sociales sont financées par des cotisations. Elles sont abusivement appelées « *charges sociales* », comme si elles représentaient une charge ou un fardeau. Or, de même que les impôts, les cotisations sociales sont assimilables à un échange. Par leur intermédiaire, les citoyens acquièrent le droit de surmonter la perte d'un emploi, de se soigner ou d'affronter le grand âge.

La prospérité et le bien-être de chacun sont ainsi indissociables d'un État fort, capable de veiller au bon fonctionnement des échanges marchands, des services publics et des assurances sociales. Assurés contre les aléas de la vie, les hommes peuvent pleinement se consacrer à leurs activités. Ils les effectuent dans de bonnes conditions grâce aux services publics. Dans leur travail, ils donnent le meilleur d'eux-mêmes grâce à l'éducation qu'ils ont reçue, avec des programmes élaborés et financés par l'État.

L'argent n'est pas tout

Notre bien-être ne dépend pas du seul montant de nos revenus mais de l'ensemble des circuits d'échanges dans lesquels nous nous insérons depuis notre naissance. Ces circuits d'échanges incluent nos dépenses personnelles tout comme nos impôts et nos cotisations. De leur harmonie d'ensemble résulte notre satisfaction...

On a pu ainsi constater qu'un millionnaire colombien vit moins bien qu'un Suédois moyen, obligé qu'il est de s'entourer de gardes du corps et d'envoyer ses enfants étudier en Suisse, inquiet pour la sécurité de ses proches et tourmenté par le risque d'être dépouillé à tout moment par un rival. Et les États-Unis montrent qu'un haut niveau de développement matériel peut se conjuguer avec des indicateurs sociaux et sanitaires très médiocres (espérance de vie, mortalité infantile) dès lors que les services publics et les assurances sociales sont négligés.

B- SOLIDARITÉS ET DÉPENDANCE

Le partage de la richesse nationale entre services publics, assurances sociales et dépenses personnelles résulte de l'histoire et des mœurs. Il fonctionne dans chaque État sur le consensus national, avec pour résultat un équilibre fragile, plus ou moins harmonieux, plus ou moins performant, qu'il nous appartient de consolider et d'améliorer par des réformes appropriées.

C'est l'honneur de la politique que de travailler au mieux-être des citoyens, mais à condition d'évaluer l'effet de ses réformes sur l'ensemble des circuits d'échanges, sans se limiter à leurs conséquences immédiatement visibles, comme le font trop souvent nos Gribouilles.

- «*CASSER LES PRIX DANS L'INTÉRÊT DES CONSOMMATEURS*», UNE ILLUSION DANGEREUSE !

J'ai le souvenir d'un haut magistrat qui avait reçu du gouvernement français mission de renforcer les mécanismes de concurrence par les prix dans la grande distribution «*dans l'intérêt des consommateurs*» ! Cet objectif univoque (baisser les prix) était proprement insensé. Il s'en tenait à une considération primaire, à savoir que chacun, en tant que consommateur, préfère payer moins que plus. Mais il faisait fi de la complexité des circuits d'échanges et de leur interdépendance.

On ne peut encourager la grande distribution à casser ses prix sans s'interroger sur ce qu'il advient de ses fournisseurs.

Trop pressurés, ces derniers risquent de réduire leurs effectifs, leur effort de recherche ainsi que leur marge bénéficiaire et, donc, leur capacité à investir. Avec, pour résultat, davantage de chômage et des firmes moins innovantes et moins dynamiques face à leurs concurrentes étrangères. En dernier ressort, il s'ensuit moins de pouvoir d'achat dans le pays et donc une diminution des ventes dans les hypermarchés ! Cest le chat qui se mord la queue...

- LES «*CHARGES*», PLUS UTILES QU'ELLES N'EN ONT L'AIR

De la même façon, on ne peut réduire le financement des services publics ou des prestations sociales ou «*baisser les charges des entreprises*» sans s'interroger sur ce qu'il advient des circuits d'échanges dans leur globalité.

Les dépenses des uns font les revenus des autres. Couper dans des « *dépenses* » quelles qu'elles soient (salaires, investissements, cotisations, impôts), c'est couper dans les revenus d'autres agents de la collectivité nationale et briser de ce fait des circuits d'échanges au détriment de tous... Ce constat d'évidence ne vaut pas toutefois lorsque l'on coupe des dépenses qui bénéficient à des agents extérieurs. On ne fait alors que réduire les importations en provenance de l'étranger, sans effet direct sur les circuits d'échanges intérieurs.

La création et la vente de richesses ne dépendent pas seulement des salaires et des achats par le chef d'entreprise. Elles dépendent tout autant des infrastructures de transport indispensables à la circulation des marchandises et des salariés, de la sécurité civile et de la qualité des soins médicaux qui permettent à chacun de travailler, créer et consommer dans la sérénité, du système éducatif et du climat culturel qui apportent aux salariés comme au chef d'entreprise une formation et des principes moraux propices au développement de l'activité, des aides sociales qui assurent la cohésion de la société et permettent parfois de récupérer des citoyens à la dérive etc etc.

Tous ces facteurs sont assimilables à des investissements sur le long terme. Leur financement se solde pour les entreprises et les particuliers par un coût immédiat sous forme d'impôts et de cotisations sociales mais sans eux, un pays comme la France tomberait rapidement au niveau des territoires les plus arriérés de la planète et ses entreprises cesseraient d'exister.

« *Baisser les charges* », et après ?

Ne nous laissons pas tromper par les apparences. Cotisations sociales et impôts sont indissociables du bilan d'une entreprise à l'égal des salaires et des achats.

On peut certes concevoir un pays où, à l'inverse de la France et de la plupart des pays modernes, toutes les assurances sociales (retraite, chômage, santé, maternité) seraient financées par les seuls salariés, de façon soit volontaire, soit obligatoire. L'entreprise aurait dans ce cas très peu d'impôts ou de cotisations à payer en direct, mais elle devrait élever d'autant les salaires de ses travailleurs pour leur garantir le même niveau de vie. C'est à peu de chose près la situation qui se rencontre aux États-Unis, avec des salaires nominaux beaucoup plus élevés qu'en France pour un niveau de vie somme toute similaire.

Il est donc vain de déplacer les « *charges* » des entreprises vers les salariés (sauf à *vouloir* réduire le niveau de vie de ceux-ci)... Ce n'est pas une raison, toutefois, pour ne toucher à rien. De la même façon qu'ils cherchent des fournisseurs et des procédés moins coûteux et plus performants, les entrepreneurs aspirent à ce que leurs cotisations sociales et leurs impôts soient employés de la façon la plus judicieuse possible, sans gaspillage d'argent ni de ressources humaines. Comme tout investissement ou facteur de production, les services publics et les assurances sociales doivent être constamment optimisés par des gains de productivité de façon à en réduire le coût et améliorer la fluidité des circuits d'échanges.

C- COHÉSION NATIONALE

Les circuits d'échanges s'inscrivent au sein de la communauté nationale et d'elle seule. Ils incluent les flux marchands mais aussi les flux fiscaux et sociaux. Ils déterminent de la sorte l'ensemble des liens qui rattachent les citoyens les uns aux autres. [schéma 2]

Les relations avec les autres pays se limitent par contre à des échanges marchands de biens et de services, parfaitement substituables les uns aux autres. La Russie peut ainsi décider du jour au lendemain d'acheter du poulet brésilien et non plus français sans que cela fasse une grande différence pour ses habitants.

Pour simplifier l'examen des circuits d'échanges, ramenons les relations avec l'extérieur à un simple agent économique, appelé société d'*import-export* :

Elle achète des biens et des services nationaux, les vend à l'étranger et, avec ses recettes, achète d'autres biens et services qu'elle va revendre dans le circuit d'échanges national. Du point de vue de ses concitoyens, cette société d'import-export ne fait rien d'autre que de transformer une marchandise en une autre, par exemple des automobiles Peugeot en ordinateurs Lenovo (Chine).

Comme nous le devinons à ce qui précède, il faut prendre en compte les réalités nationales pour comprendre les rouages de l'économie:

- NOUS SOMMES DÉPENDANTS LES UNS DES AUTRES AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE

Au nom de la cohésion nationale, chaque État s'oblige à soutenir ses citoyens les plus démunis et finance à fonds perdus ses îlots de pauvreté. La France, par exemple, soutient sans état d'âme l'outre-mer, les banlieues populaires et les zones rurales ; l'Allemagne prête assistance à ses *Länder* orientaux. La comparaison de ces deux États témoigne des différences parfois abyssales entre les choix des uns et des autres.

Ainsi, pour garantir leur sécurité et assurer leur avenir, les citoyens français, entrepreneurs compris, acceptent de financer par l'impôt l'école maternelle, l'aide aux familles, la force de dissuasion nucléaire etc. Mais ce sont autant de dépenses auxquelles rechignent leurs voisins allemands.

Chaque État forme normalement un système clos, constitué d'une infinité de circuits d'échanges qui s'imbriquent les uns dans les autres de façon proprement indissociable.

Cela se vérifie par le simple fait que nul particulier et nul entrepreneur ne peut faire abstraction des liens qui le rattachent à ce système. Ce sont des liens familiaux, affectifs et culturels bien sûr, mais aussi et surtout des liens sociaux comme ceux que l'on a précédemment décrits : cadre de vie et infrastructures régis par l'administration, système éducatif pour soi-même et ses enfants, protection contre les accidents de la vie, prise en charge dans la vieillesse ou la maladie etc.

De la qualité de ces liens dépendent notre bien-être et les performances de nos entreprises.

- L'EUROPE ? UN MARCHÉ COMMUN, RIEN DE PLUS

A contrario, chacun peut parfaitement concevoir son existence en faisant abstraction des autres États que le sien ! Rien ne relie par exemple les Français aux Allemands ou aux Chinois sinon les échanges marchands.

Songeons-y bien : l'État allemand n'a pas plus de prise sur l'existence quotidienne des Français que l'État chinois. Le bourgeois de Strasbourg est solidaire, qu'il le veuille ou non, de son concitoyen de Mayotte, ne serait-ce qu'à travers les transferts sociaux de l'un vers l'autre et le code civil ; il n'a par contre aucun lien d'aucune sorte avec son homologue et ami de Fribourg, de l'autre côté du Rhin.

C'est une réalité contrariante pour les parangons de l'Europe marchande car elle montre que tous les efforts entrepris pour rapprocher les Européens depuis un demi-siècle n'ont de fait créé aucune solidarité par-dessus les États, rien qui puisse se substituer aux solidarités nationales issues de l'Histoire. Imaginons que disparaisse par enchantement toute l'administration supranationale de Bruxelles, avec ses fonctionnaires, ses directives, ses règlements et ses traités (monnaie mise à part) : il n'en résulterait aucun changement pour les citoyens français ! La vie continuerait comme avant, avec simplement plus de marges de manoeuvre pour les gouvernants et les électeurs. Mais que vienne à disparaître l'administration nationale et c'est toute la société qui serait plongée dans l'anarchie : plus de police ni de justice, plus de règles communes, plus de services sociaux ni d'éducation...

De Jean Monnet à Jean-Claude Juncker, les promoteurs de l'Union européenne ont cru que celle-ci naîtrait naturellement de la libéralisation des échanges et de l'homogénéisation des réglementations. Ils ont fait en sorte de reproduire les conditions d'avant la Grande Guerre (1914/1918): ainsi pouvons-nous, aujourd'hui comme à la Belle Époque, circuler sans passeport dans toute l'Europe, avec des formalités de douanes et des règlementations réduites au minimum. Les enfants de la bourgeoisie multiplient les rencontres internationales comme au temps de Stefan Zweig... Mais tout cela n'a pas empêché, il y a cent ans, ces mêmes enfants de s'affronter dans les tranchées. Cette éventualité est aujourd'hui heureusement exclue.

La Commission européenne bataille sans relâche en faveur d'une « *concurrence libre et non faussée* ». Le Parlement européen arase les normes et les règlements, de l'ouverture de la chasse au calibre des fruits et légumes. On a créé même une zone monétaire unifiée. La circulation des marchandises en a été facilitée mais, faute d'une complète intégration sociale, administrative et fiscale comme on la voit dans les États pluriséculaires qui composent l'Europe, ces mesures ont surtout eu pour effet de produire des échanges asymétriques, d'aggraver les disparités entre les peuples et d'exacerber les tensions inter-étatiques. Elles n'ont créé aucune solidarité de fait entre les citoyens européens.

Aujourd'hui comme hier et avant-hier, les solidarités demeurent exclusivement nationales ; il suffit de regarder les actualités télévisées pour le constater. Le projet européen, à défaut de créer des solidarités supranationales, a au contraire abattu les protections qui mettaient les États les plus fragiles à l'abri des plus entreprenants. Faut-il donc s'étonner que l'Europe n'ait jamais été aussi mal perçue par les Européens que depuis la création de la monnaie unique ?

D- INVENTION DE LA MONNAIE

La monnaie est l'expression marchande de la solidarité nationale. Dans notre circuit d'échanges initial, nous avons introduit un billet dont la valeur était reconnue par tout un chacun. Cette reconnaissance ne va pas de soi. Elle découle de la confiance accordée à la Banque qui émet le billet et de ce que la Banque est soutenue par une entité supérieure qui garantit la valeur de ses émissions. Cette entité doit être forte et respectée. Ainsi que nous l'enseigne l'Histoire, cette entité a toujours été l'État, qui, grâce à sa police et sa justice, a le pas sur tous les acteurs du circuit et peut se porter garant de la valeur du billet (cela dit, rien n'empêche d'essayer d'inventer une autre entité… nous verrons plus loin ce qu'il en est).

La Banque, assurée de la confiance de tous, peut pérenniser les circuits d'échanges en offrant aux agents potentiels, à la fois acheteurs et vendeurs, ce catalyseur que l'on appelle « *monnaie* ». Sa valeur d'échange est garantie par l'État et les peines très sévères encourues par les faux-monnayeurs témoignent de l'importance accordée à cette garantie.

C'est ainsi qu'historiquement se sont constitués des systèmes fermés, autrement dit des États avec chacun leurs circuits d'échanges, leur monnaie et leurs réseaux de solidarité qui en ont fait des unités insécables. Ces États n'en sont pas moins ouverts sur l'extérieur, nul n'étant heureusement en mesure d'empêcher les particuliers et les entreprises de commercer avec l'étranger. Nous analyserons plus loin le fonctionnement de ces échanges internationaux.

LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX

A- LES RISQUES DE L'OUVERTURE

Revenons à notre circuit d'échanges initial. Nous allons voir combien celui-ci est fragile. Imaginons que le marchand de primeurs, ayant reçu un billet de l'aubergiste, fasse faux bond à son voisin chausseur et achète une paire de chaussures chez le concurrent de la ville voisine…

Le billet génère un nouveau circuit d'échanges dans cette deuxième ville. Mais dans la première, le chausseur, qui n'a rien vendu, n'a pas les moyens d'inviter son ami au restaurant ; l'aubergiste ne récupère donc pas son billet et, faute de pouvoir le restituer à sa cliente, il doit négocier un découvert : « *Madame, je ne peux pas vous restituer votre billet dans l'immédiat. Pouvez-vous patienter un jour ou davantage ?* »

La cliente, que nous avons baptisée la Banque, va consentir ce découvert seulement si elle a la conviction d'être remboursée grâce au retour du billet dans le circuit initial. Ce retour est possible si un habitant de la ville voisine choisit de dépenser le billet dans la première ville.

Si les habitants de cette première ville n'offrent pas des biens et des services suffisamment attractifs, la Banque a toutes les raisons de douter de leur solvabilité. Faute d'avoir le choix, elle leur consent un crédit mais à des conditions draconiennes, avec un intérêt élevé qui récompensera sa prise de risque.

Ainsi les habitants s'installent-ils dans l'endettement permanent. Comme cet endettement n'est pas supportable sur le long terme, ils devront à un moment ou un autre réduire leur consommation et leur niveau de vie en vendant leur production à prix cassés à la ville voisine, de manière à récupérer enfin leur billet et rembourser leurs emprunts.

À défaut, ils appelleront à l'aide l'État. Celui-ci récupérera le billet ou son équivalent dans la ville voisine, en taxant leurs habitants comme il convient, et le remettra dans le circuit d'échanges initial, sans contrepartie d'aucune sorte. Cette démarche, nous la voyons à l'œuvre tous les jours dans les transferts entre régions prospères et régions pauvres. Ainsi l'État français redistribue-t-il dans les régions dépourvues d'industrie une partie des impôts prélevés dans les régions productrices de richesses.

Cette redistribution est l'expression naturelle de la solidarité nationale. Mais elle est plus ou moins bien acceptée selon les pays. Aujourd'hui, la Catalogne ou la Flandre, par exemple, la rejettent explicitement. Incertaine au niveau national, elle est a fortiori inconcevable au niveau supranational ou simplement européen en l'absence de solidarité effective, basée sur des liens affectifs, historiques, culturels etc.

Nous allons voir comment la monnaie corrige les déséquilibres qui peuvent résulter des échanges entre pays distincts et *non* solidaires.

B- L'OUTIL MONÉTAIRE

Remontons à l'origine des transactions internationales. Il y a 3000 ans, sur les plages de la Méditerranée, débarquaient des marchands phéniciens. Ils déposaient sur le sable leurs marchandises. Arrivaient les habitants du lieu. Ils faisaient un tour d'observation puis déposaient à leur tour des marchandises de leur cru, ce qu'ils pensaient pouvoir offrir en contrepartie.

Ensuite s'amorçait un marchandage, chacun retirant ou ajoutant des marchandises à son offre jusqu'à ce que les uns et les autres jugent l'échange profitable...

Un échange profitable était un échange tel que chaque partenaire pouvait revendre à ses compatriotes ses acquisitions de la plage avec un bénéfice supérieur à ce que lui aurait rapporté la revente directe de ses propres marchandises.

Ainsi va le commerce, aujourd'hui comme il y a 3000 ans, même si, dans la pratique, les choses se passent plus simplement:

Considérons deux circuits d'échanges A et F qui fonctionnent l'un et l'autre en parfaite autarcie. Chacun est fondé sur une solidarité entre tous ses membres, sous l'égide d'un État régulateur, avec une monnaie qui assure la fluidité des transactions.

Chez A comme chez F, des agents un peu plus entreprenants que les autres vont voir ce qu'il y a chez le voisin et découvrent des biens qui pourraient séduire leurs compatriotes. Ils se mettent en rapport les uns avec les autres et confrontent leurs attentes, tels les Phéniciens et leurs visiteurs de la plage.

C'est ainsi que les Allemands du circuit A achètent des marchandises aux Français du circuit F pour un montant de a marks, tandis que les Français leur en achètent pour un montant de f francs.

Mais les Allemands n'ont que faire des francs ; ils ont besoin de marks pour commercer avec leurs compatriotes. Même chose en sens inverse pour les Français. Chacun remet donc ses devises à son banquier en vue de procéder à un échange.

Les banquiers s'adressent à une *chambre de compensation*. C'est un organisme neutre qui, à chaque instant, rapproche les sommes dont les propriétaires demandent la conversion. C'est ainsi que s'établit un premier taux de change: a marks <=> francs. Ce taux de change est la traduction monétaire du marchandage de la plage de nos Phéniciens d'il y a 3000 ans.

Import-export

Les échanges extérieurs de chaque circuit d'échanges peuvent se ramener, pour simplifier, à un seul agent, une société d'import-export qui aurait comme dans certains pays le monopole des échanges avec l'étranger.

Dans le circuit A, la société achète à ses partenaires des marchandises pour un total de a marks. Elle les échange avec sa correspondante du circuit F contre des marchandises pour un total de f francs puis les revend à ses compatriotes pour un montant supérieur à a marks car, comme tout un chacun, elle est motivée par le profit.

On voit bien dans cette représentation schématique des échanges l'équivalence naturelle : a marks <=> f francs.

Ces fluctuations du taux de change tendent à tout moment vers un équilibre tel que chacun trouve profit à acheter chez le voisin sans se retrouver avec des devises dont il n'a que faire. Il n'en va pas autrement quand les intermédiaires financiers ont affaire non pas à deux mais à des dizaines de devises, sinon que les taux de change des unes par rapport aux autres s'établissent par des ajustements permanents. Simples dans le principe, infiniment complexes dans la réalisation !

C- LES FLUCTUATIONS MONÉTAIRES

Nous avons vu comment s'équilibrent les échanges commerciaux entre deux pays, par le biais de la monnaie. Ces échanges varient d'une période à l'autre en fonction de l'attractivité et de l'appétence de chacun.

Reprenons l'exemple de l'Allemagne et la France, avec chacun leur monnaie, le mark et le franc. Dans une première période, l'Allemagne achète à la France des marchandises contre une somme a marks et la France lui achète en contrepartie des marchandises contre f francs. Un équilibre initial s'établit sur la base : a <=> f comme on l'a vu plus haut.

Dans une deuxième période, l'Allemagne réduit ses achats de marchandises et n'en achète plus que pour un montant a' marks inférieur à a. La France maintient quant à elle ses volumes d'achats. Il s'ensuit un nouveau taux de change : a'<=> f ; le franc est de la sorte dévalué par rapport au mark dans un rapport a'/a.

Dans la période suivante, les importateurs allemands réalisent une économie égale à a-a' marks et peuvent augmenter d'autant leurs achats à la France. Quant aux importateurs français, ils doivent réduire leur volume d'achats à l'Allemagne, étant entendu que, pour f francs, ils n'ont plus que l'équivalent de a' marks de marchandises. C'est pour les Français eux-mêmes une incitation à acheter des produits nationaux plutôt qu'allemands ou plus généralement étrangers.

Les ajustements monétaires (dévaluation ou réévaluation) apparaissent ainsi comme des « régulateurs naturels » des échanges internationaux, avec des implications sur la richesse relative des uns par rapport aux autres : quand la France voit sa monnaie dévaluée suite à une baisse des achats allemands, sa production traduite en *marks* apparaît moindre... et moins coûteusee ; inversement, la production allemande traduite en *francs* apparaît plus grande et plus coûteuse.

Les Français, ayant moins de facilités à importer des biens allemands, sont-ils pour autant plus démunis ? Cela dépend de la part des importations dans la consommation de chacun… Ceux qui consomment peu de biens importés ne ressentent pas les effets de la dévaluation. Ceux qui en consomment beaucoup peuvent remédier assez simplement à l'augmentation de prix en se retournant vers des productions nationales.

D- AJUSTEMENTS MONÉTAIRES

En théorie, d'après ce qui précède, les monnaies devraient fluctuer en permanence les unes par rapport aux autres en fonction du moindre déséquilibre des échanges. Selon ce principe, quand l'Europe livre un *Airbus* à la Malaisie, le cours de l'euro risque de s'envoler aussitôt en attendant de redescendre après quelques livraisons de conteneurs de chemises malaises! Gênant pour tout le monde...

Les Banques centrales interviennent heureusement pour éviter ce jeu de yoyo :

Quand les exportateurs européens réalisent un pic de ventes en Malaisie ou ailleurs, la BCE reçoit leurs gains en devises à charge de les convertir en euros. Considérant que ces ventes ne modifient pas sur le moyen terme la balance commerciale de la zone euro, elles opèrent la conversion sur la base du cours existant et gardent en réserve les devises en excédent.

Quand, plus tard, les importations européennes dépassent les exportations, la BCE fait usage de ses réserves de devises pour maintenir le cours de l'euro au même taux en dépit du déficit commercial.

Ces corrections successives ne permettent que de corriger les fluctuations ordinaires. Elles ne sont plus opérationnelles si la balance commerciale se déséquilibre durablement dans un sens ou dans l'autre. Dans ce cas, la Banque centrale doit se résigner à un réajustement de la monnaie tel qu'il rééquilibre la balance commerciale, avec, selon le cas, une réévaluation ou une dévaluation.

C'est ainsi que le franc a été périodiquement dévalué par rapport au mark pendant près de cinquante ans, sans que cela d'ailleurs altère la santé de l'économie française. Rien de plus normal : la dévaluation est le résultat « naturel » d'un déséquilibre des échanges entre deux systèmes monétaires.

Retenons de ce qui précède que la monnaie est l'outil indispensable de tout système d'échanges solidaire et autonome. Elle stimule l'activité à l'intérieur de ce système. Elle fluidifie ses échanges avec l'extérieur. La monnaie perd tout sens en-dehors de ce cadre, notamment dans une zone de libre-échange comme l'Europe, où cohabitent des systèmes étatiques solidaires sans aucune coordination économique, fiscale et sociale. C'est ce que démontre hélas la crise actuelle.

Manipulations indues de la monnaie

Dans les grands pays émergents comme le Japon des années 1970-1980 et la Chine des années 1990-2000, les gouvernements usent de leur pouvoir sur les banques pour stimuler les exportations par du « *dumping* » monétaire.

Simple : les banques évitent de convertir dans la monnaie nationale toutes les devises procurées par les exportations ; elles en placent une partie à l'étranger (bons d'État américains...). De la sorte, quand il s'agit de procéder à la conversion des devises restantes, on arrive à une sous-évaluation de la monnaie nationale, yen ou yuan, ce qui a pour effet de rendre les produits nationaux encore plus attractifs auprès des acheteurs étrangers ! Dans l'affaire sont seulement lésés les citoyens japonais ou chinois, qui ne peuvent jouir que d'une partie du fruit de leur travail...

Il arrive aussi que des États dévaluent plus que de raison en émettant de la monnaie à tire larigot, via la Banque centrale. Ils croient y voir la possibilité de stimuler à bon compte leurs exportations et ainsi d'augmenter la richesse nationale. On l'a vu, cette façon de procéder n'a de sens que lorsque la balance commerciale du pays est structurellement déficitaire. Autrement, comme dans le Japon actuel, on peut craindre des effets pervers (endettement extérieur, exportations malgré tout poussives, hausse des prix...).

Autre cas de figure, la « *réévaluation* » d'amour-propre, comme lorsque la Grande-Bretagne voulut, en 1925, retrouver sa monnaie d'avant-guerre. Il s'ensuivit une fuite éperdue des capitaux vers Wall Street... Preuve qu'on ne joue pas impunément avec la monnaie.

UNE HISTOIRE DE LA GRANDE CRISE

par Joseph Savès

LE TOURNANT DES ANNÉES 1970

En 2012, la zone euro entre en récession cependant que le Royaume-Uni menace rien moins que de quitter l'Union européenne. C'est le dernier avatar d'une succession de choix politiques qui remontent aux années 1970.

Le moment nous paraît propice d'analyser ce phénomène et de tenter d'en comprendre le sens.

Essayons-nous à cette écriture de l'Histoire en train de se faire, à la manière des anciens historiens qui, de Thucydide à Bainville en passant par Tocqueville, ont mis en relation tous les faits sociaux présents et passés en vue d'en saisir la cohérence.

LA FIN DES « *TRENTE GLORIEUSES* »

Le tournant se situe quarante ans plus tôt, au terme des «*Trente Glorieuses*», trois décennies d'expansion démographique et économique qui ont permis à l'Europe occidentale de reprendre sa place sur l'avant-scène mondiale. Le président Pompidou peut encore promettre à ses concitoyens de faire de la France un pays aussi prospère et égalitaire que la Suède… avec le soleil en plus.

Le Japon entre dans le cercle des pays riches, mais il est encore loin derrière les Européens en terme de niveau de vie. Quant à la Chine et la Corée du Sud, plombées par les guerres civiles et les dictatures, elles font partie des pays les plus déshérités de la planète, derrière les États africains nouvellement indépendants. Le petit État d'Israël, fort de sa victoire éclair dans la guerre des Six Jours (juin 1967), démontre l'écrasante supériorité de l'Occident sur les pays musulmans.

Intel, une entreprise américaine, invente en 1971 le microprocesseur. On ne s'en doute pas encore mais la « *puce* » électronique va bouleverser l'industrie et le monde du travail. Elle va donner naissance à la micro-informatique et déboucher sur l'automatisation massive des processus de fabrication. Mais nous n'en sommes pas encore là…

LES MONNAIES FLOTTENT

Le 15 août 1971, confronté à de graves difficultés monétaires induites notamment par la guerre du Vietnam, le président américain Richard Nixon met fin à la convertibilité du dollar. Son gouvernement renonce à soutenir le cours de la monnaie, fixé précédemment à 35 dollars l'once d'or fin. Cette dévaluation de fait du dollar par rapport à l'or consacre la fin de la stabilité monétaire de l'après-guerre induite par les accords de Bretton Woods.

Les monnaies de tous les pays se mettent à flotter de façon désordonnée, ce qui aboutit en 1973 à l'abandon de la fixité des taux de changes des monnaies par rapport au dollar.

Les gouvernements tentent de stabiliser le cours de leur devise. Le 4 janvier 1973, le gouvernement français s'interdit à lui-même d'emprunter directement à la Banque de France, autrement dit de « *faire marcher la planche à billets* ». Le président Georges Pompidou et son ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing veulent ainsi dissuader l'État de s'endetter ou du moins lui rendre la chose plus coûteuse et plus risquée. Leur objectif est de consolider la croissance économique et d'éviter des sorties de route comme la dévaluation de 1969. Ils vont échouer pour des raisons qu'ils ne pouvaient prévoir...

Bousculée par une succession de secousses géopolitiques et démographiques, l'économie mondiale entre dans une durable langueur, caractérisée à la fois par une rapide hausse des prix, un chômage élevé et une croissance poussive : la *stagflation*.

LA MONTÉE DE L'INQUIÉTUDE

Le terrorisme fait son apparition au cœur du monde civilisé, à Milan, le 12 décembre 1969, avec l'attentat de la Piazza Fontana (16 morts). La suite va montrer qu'il ne s'agit pas d'un fait isolé. Le 5 septembre 1972, survient l'attentat des Jeux Olympiques de Munich. C'en est fini de la contestation joyeuse «*Peace and Love*». Place à la violence et à la peur.

Le 27 janvier 1973, les accords de Paris signent la défaite des États-Unis au Vietnam. Le président Nixon s'engage à retirer ses troupes du pays sous 60 jours. L'amertume est immense aux États-Unis. Le 6 octobre 1973 éclate la guerre du Kippour entre Israël et une coalition arabe. Cette fois, l'État hébreu s'en sort avec difficulté et, qui plus est, les pays moyen-orientaux exportateurs de pétrole menacent de priver ses alliés occidentaux de pétrole.

La même année, dans tout l'Occident européen et également au Japon, les démographes notent un décrochage brutal de l'indice de fécondité. Jusque-là, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la plupart de ces pays se signalaient par une fécondité vigoureuse, avec en France, par exemple, près de trois enfants par femme en moyenne, soit davantage qu'en Afrique du Nord aujourd'hui. Les indices de fécondité chutent plus ou moins brutalement au-dessous du seuil de renouvellement de la population. Les Pays-Bas et le Québec sont parmi les plus touchés.

Ce phénomène est décisif et troublant car il échappe pour l'instant à notre compréhension. Il se double d'une très forte poussée de l'immigration du « *tiers-monde* » vers l'Europe occidentale.

En 1974, pour la première fois depuis mille ans, l'Europe a un solde migratoire positif. Il s'agit essentiellement d'une immigration familiale car, dans le même temps, l'économie s'essouffle et le chômage s'enflamme de sorte que les gouvernements, à la hâte, prennent des mesures pour freiner l'entrée de travailleurs.

Jusque-là, selon le principe de la « *noria* », des jeunes travailleurs venaient s'employer dans les usines françaises et européennes. Au bout de quelques années, ils rentraient chez eux et passaient le relais à leurs cadets ou leurs enfants. Désormais, alarmés par les lois restrictives sur l'immigration, ils choisissent de faire souche et font venir leur famille. De l'immigration de labeur, on passe à une immigration de peuplement qui va très vite changer le visage du *Vieux Continent*.

HORIZON SOMBRE

La décennie s'achève dans la morosité. La Chine, après la mort de Mao Zedong en 1976, menace de se déchirer à nouveau. C'est en définitive un hiérarque de plus de 60 ans qui l'emporte, Deng Xiaoping. Les observateurs prédisent au pays un avenir des plus sombres. L'URSS de Brejnev se lance dans la guerre en Afghanistan tandis que, dans l'Iran voisin, le *shah* est renversé par la première révolution islamiste. En Indochine, après le départ des Américains, voilà que les Vietnamiens entreprennent une courte guerre contre leur voisin chinois cependant que le Cambodge connaît le troisième génocide du siècle.

L'Afrique ne se porte guère mieux. Les espoirs nés des indépendances s'envolent au gré des crises : après la guerre du Biafra, en 1967, le coup d'État d'Idi Amin Dada en Ouganda, le renversement du président Tsiranana à Madagascar et celui d'Haïlé Sélassié en Éthiopie… Peu à peu s'effilochent les structures étatiques créées par les colonisateurs.

L'Occident, quant à lui, entre bel et bien dans la plus grave crise économique depuis la Seconde Guerre mondiale, avec en sus un deuxième choc pétrolier, occasionné par la crise iranienne, en 1978.

Les Britanniques, après plusieurs décennies de léthargie, avaient cru trouver la martingale avec l'exploitation du gaz de la mer du Nord. Ce gaz se révèle un cadeau empoisonné… Inévitablement, il se substitue aux produits manufacturés dans les exportations. À quoi bon, en effet, payer ses importations avec des biens industriels quand on peut le faire plus aisément avec du gaz ?

Le Royaume-Uni, un siècle plus tôt, dominait l'économie mondiale comme aucun autre pays avant lui grâce à sa puissance industrielle et à ses exportations. Il voit désormais celles-ci fondre comme neige au soleil tandis que ses usines ferment ou sont vendues à des étrangers. En France, même si la situation n'est pas aussi inquiétante, le nombre de chômeurs passe en une décennie de 200.000 à près d'un million.

Le 13 mars 1979, plusieurs pays continentaux de la Communauté européenne (ancêtre de l'Union européenne) fondent le *Système monétaire européen* (SME) pour limiter les fluctuations des devises.

LE SURSAUT DES ANNÉES 1980

Au début des années 1980, les difficultés de la décennie précédente - baisse de performance des entreprises, inflation, fluctuations monétaires et endettement des États - relancent en Occident les débats sur les choix économiques.

UNE IDÉOLOGIE BIENVENUE

Milton Friedman, chef de file de l'«*école de Chicago*», voit la clef de la prospérité dans la lutte contre l'inflation et la maîtrise de la masse monétaire par la banque centrale, à travers le maniement des taux d'escompte. C'est ce qui le distingue des anciens économistes, d'Adam Smith à son rival John Maynard Keynes, qui concentraient leur attention sur la production et l'échange de biens et de services.

Dès lors qu'une bonne gestion de la monnaie suffit au bonheur collectif, il n'est plus besoin d'État. Friedman reprend à son compte les thèses de l'économiste Friedrich Hayek. Celui-ci, révulsé par les systèmes totalitaires (nazisme et communisme), a fondé en 1947 une école ultralibérale ou libertarienne dénommée «*Société du Mont-Pèlerin*» qui préconise la privatisation des services d'intérêt général et la réduction de l'impôt à sa plus simple expression. Ses prescriptions ont été appliquées par les «*Chicago boys*» avec un indéniable succès au Chili après la chute dramatique du gouvernement d'Union populaire de Salvador Allende en 1973.

La théorie monétariste de Milton Friedman devient vérité officielle avec l'accession au pouvoir de ses partisans, Margaret Thatcher, Premier ministre du Royaume-Uni (1979-1990), et de Ronald Reagan, président des États-Unis (1981-1989). En France, elle est en partie avalisée par le gouvernement socialiste de François Mitterrand en 1983 et ses jeunes économistes (Laurent Fabius, Dominique Strauss-Kahn, Daniel Cohen).

Les possédants et, de façon plus générale, les épargnants s'accommodent parfaitement des thèses de Friedman et deviennent de fervents partisans de la lutte contre l'inflation. Il faut dire qu'au début des années 1980, celle-ci flirte avec les 10% par an. Les salariés n'en souffrent pas car les salaires augmentent encore plus vite. Mais les dividendes et les revenus des obligations, quant à eux, ne suivent pas, de sorte que les grosses fortunes et les bas de laine s'érodent très vite.

CAPITALISME PRÉDATEUR

Dès 1981, Jack Welch, charismatique président de General Electric, préconise de privilégier désormais dans la gestion des entreprises la «*valeur actionnariale*», autrement dit le taux de profit et le dividende versé aux actionnaires. Ceux-ci, en tant que propriétaires de l'entreprise, ont toute légitimité pour savoir ce qui est bon pour elle. Il faut leur rendre le pouvoir que s'est accaparée la «*technostructure*», une expression de l'économiste John Kenneth Galbraith pour désigner la puissance nouvelle acquise par les managers dans les années 1960 et 1970.

Mais comment faire pour que les dirigeants d'entreprise accordent désormais davantage d'attention à leurs actionnaires? C'est simple : il faut les rémunérer en conséquence. Dès lors apparaissent les «*stock options*» et la rémunération des cadres dirigeants à la «*performance*», en fonction de l'évolution du cours de l'action et des dividendes. C'est le début d'une inflation vertigineuse des salaires des grands dirigeants dont, trois décennies plus tard, on ne voit pas encore la fin.

Les résultats sont-ils à la hauteur des espérances ? Oui et non. Jack Welch et les théoriciens *néolibérau*x (ainsi qualifie-t-on aujourd'hui les tenants de cette idéologie sans rapport avec l'économie libérale classique et néo-classique) oublient que les actionnaires sont par nature infidèles, à la grande différence des salariés et des cadres d'entreprise.

Soucieux de leur intérêt, les actionnaires veulent s'enrichir au plus vite en tirant un maximum de leurs titres et en les revendant au plus haut prix. Ils se contrefichent du sort des entreprises sauf dans le cas d'une entreprise familiale à laquelle ils sont liés par des considérations particulières.

En conséquence, dans les années 1980, les taux de profit des très grandes entreprises occidentales grimpent jusqu'à 15% par an et plus tandis que, dans le même temps, le produit national ne croît que de 2 à 4% par an. Cette performance paradoxale est obtenue en sabrant tous les postes de l'entreprise : salaires, achats, investissements… au détriment, donc, de son avenir. Elle est aussi obtenue en fermant les divisions les moins rentables, au risque de faire perdre à l'entreprise la cohésion qui lui permet de résister durablement à ses concurrents.

On voit alors se multiplier les prédateurs. À l'instar de Bernard Tapie, ils achètent à crédit des entreprises sous-capitalisées, les assainissent et les revendent «*par appartements*» avec un profit substantiel.

LE PRINTEMPS DE LA «*HIGH TECH*»

Au bord de l'océan Pacifique, loin des débats oiseux sur la monnaie et l'épargne, des jeunes gens explorent avec frénésie les ressources inouïes du microprocesseur.

Le 1er avril 1976, Steve Jobs (21 ans) et Steve Wozniak (26 ans) ont fondé à Cupertino, au sud de San Francisco, la société *Apple* afin de commercialiser leur premier micro-ordinateur. En novembre 1980, à Seattle, Microsoft, la société de Bill Gates (25 ans), fournit au géant IBM un système d'exploitation pour ses futurs micro-ordinateurs. Et le 24 janvier 1984, Steve Jobs présente le *Macintosh*.

De fait, le microprocesseur bouleverse les activités bureautiques et industrielles. De jeunes sociétés («*start-up*») comme Apple et Microsoft multiplient les innovations et connaissent une croissance fulgurante, en Californie, dans la *Silicon Valley*, et bientôt dans tous les pays industrialisés.

Les investisseurs sont eux-mêmes séduits par la perspective de gains rapides avec, en prime, la satisfaction de contribuer au progrès collectif. C'est l'heure de gloire du «*capital-risque*» : on investit dans une jeune société et l'on se retire avec un pactole une fois qu'elle est lancée (avec le risque d'échouer).

L'arrivée de la robotique bouscule la grande industrie manufacturière. Le textile en premier lieu mais aussi l'automobile voient diminuer leurs effectifs ouvriers. On commence aussi à délocaliser les activités de main-d'œuvre dans les pays pauvres (Taïwan, Corée du Sud) mais le phénomène demeure marginal.

MISSILES CONTRE MISSILES

L'investissement dans les nouvelles technologies est puissamment soutenu par un regain de tension dans la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS. Le vieux «*tsar*» soviétique Leonid Brejnev, qui arrive en fin de course (il meurt le 10 novembre 1982), déploie des missiles SS20 le long du «*rideau de fer*» qui coupe l'Europe en deux.

Devant le Bundestag, à Bonn (première capitale de la République Fédérale Allemande), le président Mitterrand lance le 20 janvier 1983 : «*Les missiles sont à l'est, les pacifistes sont à l'ouest*». Le président Reagan installe des missiles *Pershing* en Europe. Libéré du fardeau vietnamien, il relance activement la course aux armements. Il joue «*Star Wars*» pour de bon. C'est du pain bénit pour les entreprises américaines de l'aérospatiale et de l'électronique.

Les Européens de l'Ouest resserrent les coudes. La priorité est à la modernisation industrielle et à l'éducation, clé des succès futurs (en France, l'objectif est d'amener 80% d'une classe d'âge au niveau du bac).

Les grands programmes nationaux ou intergouvernementaux lancés dans les décennies précédentes portent leurs fruits (TGV, Airbus, Ariane…).

La *Communauté économique européenne* (CEE), fondée par le traité de Rome, atteint sa vitesse de croisière. De jeunes démocraties y font leur entrée : Espagne, Grèce, Portugal. Le *Système monétaire européen* limite sans les interdire les fluctuations entre les monnaies de la CEE.

À Bruxelles, Jacques Delors, président de la Commission européenne depuis 1985, est convaincu des vertus du libre-échange. Il ambitionne de donner un nouvel élan à l'intégration économique de la Communauté par la suppression des barrières intérieures et l'acceptation confiante de la concurrence étrangère. Il s'ensuit la signature de l'*Acte unique*, dont la mise en oeuvre est prévue le 1er janvier 1993.

Qui s'en inquièterait ? Il n'y a guère de concurrent qui fasse de l'ombre aux Européens, hormis le Japon et bien sûr les États-Unis. Encore très faibles, la Chine, l'Inde et l'Amérique latine sont en pleines réformes structurelles.

Le Japon a immédiatement adopté les nouvelles technologies. Avec une organisation quasi-militaire, il s'est lancé à la conquête de marchés mondiaux bien ciblés : électronique grand public, machines-outils et robots… Il n'a rencontré d'échec que dans l'horlogerie, du fait de la contre-offensive d'un visionnaire, le Suisse Nicolas Hayek, qui a fondé en 1980 la marque *Swatch*.

ÉBRANLEMENTS GÉOPOLITIQUES

Les commentateurs prédisent un rattrapage des États-Unis par le Japon. Ses hommes d'affaires acquièrent des gratte-ciel à New York, des studios à Hollywood et des tableaux de maître. Mais en 1989, tandis que disparaît l'empereur Showa (Hiro-Hito) après 60 ans de règne, le pays entre brutalement en dépression pour avoir trop présumé de ses forces. Il fait dès lors le dos rond et s'adapte tant bien que mal à une croissance atone et une démographie vieillissante.

Plus important : les Soviétiques, à bout de souffle, s'épuisent dans la course aux armements. Le drame de Tchernobyl, en avril 1986, jette une lumière crue sur leur fragilité. Ils ne tardent pas à s'effondrer littéralement sur eux-mêmes. Avec la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, le monde a le sentiment justifié qu'une ère historique vient de se terminer.

LE RELÂCHEMENT DES ANNÉES 1990

1989, année-charnière ! Avec la chute du Mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique, d'aucuns se hasardent à prédire la «*fin de l'Histoire*» et le triomphe universel de la démocratie.

Bercés par ces illusions, les dirigeants européens relâchent leurs efforts et se détournent des priorités industrielles pour ne plus s'intéresser qu'aux questions monétaire et à la lutte contre l'inflation.

Le sursaut de la décennie précédente - modernisation des entreprises industrielles, investissements publics et militaires - fait long feu. Dès 1993, le *Vieux Continent* connaît sa première année de récession depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un demi-siècle plus tôt, avec une croissance négative.

DÉPASSER LA GUERRE FROIDE

Dans l'euphorie de la réunification du continent européen, personne ne prête garde aux éructations d'un leader yougoslave, Slobodan Milosevic. Le 28 juin 1989, il appelle les Serbes à affronter leurs compatriotes albanais. C'est l'amorce du conflit qui va déchirer la Yougoslavie deux ans plus tard.

Cette première guerre sur le continent européen, depuis la chute du nazisme, a été rendue possible par la fin de la guerre froide. N'ayant plus rien à craindre de Moscou, les nationalistes de tout poil se réveillent du Danube à l'Amour, sur la frontière chinoise.

La Communauté Économique Européenne (CEE) en est elle-même affectée. Conçue par Jean Monnet et ses émules pour permettre à l'Europe de l'Ouest de résister à la menace soviétique, elle perd sa raison d'être avec la disparition de celle-ci. Qui plus est, la réunification prochaine de l'Allemagne risque de la déséquilibrer de l'intérieur et de la faire exploser. Quel besoin pourrait encore avoir une Allemagne de 80 millions d'habitants de lier son destin à la CEE?...

Le président François Mitterrand, lucide malgré l'usure du pouvoir et la maladie, entrevoit le danger. Ayant compris qu'il était vain de vouloir empêcher la réunification de l'Allemagne, il choisit de lier celle-ci à ses partenaires par une union monétaire, de manière indissoluble.

Il convainc le chancelier Helmut Kohl de sacrifier le *Deutsche Mark,* devenu le symbole du spectaculaire redressement de l'Allemagne fédérale, au profit d'une monnaie européenne.

Le chancelier accepte sous réserve que ses partenaires n'entravent pas la coûteuse reconstruction de l'ex-RDA (République Démocratique Allemande). Il exige aussi que la future monnaie européenne soit garantie envers et contre tout contre les risques de dérapage inflationniste.

L'INFLATION DIABOLISÉE

Depuis l'hyperinflation de l'année 1923, qualifiée d'«*année inhumaine*», les Allemands entretiennent la phobie de l'inflation et le culte de la monnaie «*forte*». Ces attitudes, qui ont déterminé les choix de Kohl et de ses successeurs, correspondent à un double contresens historique.

L'hyperinflation de 1923 fut une conséquence directe de la Première Guerre mondiale. Elle a été entretenue par le gouvernement lui-même pour desserrer le carcan des réparations exigées par les vainqueurs. Une fois ce résultat obtenu, elle a pu être résorbée en quelques mois.

Pourtant, ce mauvais souvenir conduisit le chancelier Brüning, huit ans plus tard, à tenter de redresser l'économie allemande sans toucher à la monnaie. Excluant une dévaluation qui aurait eu pour conséquence de relancer (un peu) l'inflation, il appliqua une stricte politique de «*rigueur*», comme aujourd'hui les Grecs, Italiens, Espagnols etc. Quelques mois plus tard, porté par le mécontentement populaire, Hitler est arrivé au pouvoir.

Or, par un phénomène qui reste incompréhensible, la plupart des Allemands croient encore que Hitler a été rendu possible par l'hyperinflation et une politique protectionniste.

La génération d'après-guerre a pu observer aussi que l'incroyable succès du «*miracle économique*» s'est accompagné d'une monnaie sans cesse plus «*forte*» relativement à ses voisines. Elle en est venue à croire que la stabilité de la monnaie est la clé de la prospérité. C'est prendre l'effet pour la cause...

Si le *Deutsche Mark* n'a cessé de se valoriser pendant un demi-siècle, il le doit à ce que les industriels ouest-allemands, laborieux, inventifs et efficients, ont inondé le monde de leurs machines-outils et biens d'équipement. Les exportations de marchandises étant régulièrement supérieures aux importations, le *mark* s'est réévalué d'année en année, de façon naturelle et spontanée, pour rééquilibrer la balance des comptes courants.

Mais le chancelier Helmut Kohl et ses conseillers n'ont pas perçu ce phénomène car ils étaient habités par la pensée monétariste selon laquelle le maniement du taux d'escompte suffit à assurer le bon fonctionnement de la monnaie et de l'économie. Démonstration en deux temps :

- Quand une monnaie se déprécie par rapport à ses voisines, le prix des importations augmente et l'inflation s'accélère; en maîtrisant l'inflation, on devrait maintenir la monnaie à son cours le plus haut possible et donc assurer la prospérité générale (voir plus haut).

- Comment maîtriser l'inflation ? Rien de plus simple. Il suffit d'augmenter le taux d'escompte de la banque centrale pour rendre le crédit à l'investissement et à la consommation plus coûteux et ainsi réduire les tentations de dépenses.

En foi de quoi, ils ont imposé que la stabilité de la future monnaie européenne soit garantie par une *Banque centrale européenne* (BCE) formellement indépendante des pouvoirs politiques et vouée à un seul objectif : brider l'inflation !

MONNAIE «*UNIQUE*» OU MONNAIE «*COMMUNE*» ?

En 1991, les Britanniques, invités à s'associer à l'union monétaire, affichent leur préférence pour une monnaie «*commune*» et non pas «*unique*». La différence est de taille.

- LA MONNAIE COMMUNE :

Logique aboutissement du *Système monétaire européen* (SME) instauré en 1979, la monnaie commune se superpose aux autres devises européennes. Elle est utilisée pour tous les échanges entre la zone européenne et l'extérieur (achats de pétrole...). La puissance de l'économie européenne lui assure la confiance des créanciers et des investisseurs.

Les monnaies nationales (mark, lire, franc...) ne sont plus convertibles en devises non-européennes mais conservent leur utilité à l'intérieur de la zone, pour les échanges entre Européens. En cas de déséquilibre commercial entre un pays et le reste de la zone, on procède à une réévaluation de la monnaie de ce pays par rapport au panier de l'ensemble des monnaies de la zone.

L'Allemagne inonde-t-elle la France et le reste de l'Europe avec ses voitures jusqu'à mettre en péril les constructeurs français? On réévalue à la hausse le mark et à la baisse le franc pour rétablir l'équilibre et sauver l'industrie française. La Grèce voit-elle les touristes se détourner d'elle au profit de la Turquie ou du Maroc? Elle dévalue la drachme pour regagner en attractivité. Ce n'est pas plus compliqué que cela.

- LA MONNAIE UNIQUE :

La monnaie *unique* se substitue à toutes les monnaies nationales. Solution simple et radicale, elle convient à la Banque centrale européenne, soucieuse de prévenir l'inflation. Elle est aussi de nature à rassurer les banquiers de la planète.

Enfin, elle doit faciliter les comparaisons de prix et de revenus d'un pays à l'autre et, ainsi, pousser les vendeurs et les producteurs à s'aligner sur les prix les plus bas. C'est du moins un argument ressassé tout au long des années 1990 par les experts et les commentateurs !

Ce choix de la monnaie «*unique*», appelée *euro*, a été en définitive celui de l'Allemagne, suivie par la France et ses partenaires les plus proches, excluant du coup la participation de la Grande-Bretagne à la zone monétaire.

À quoi tiennent les déséquilibres commerciaux?

C'est une affaire de moeurs et de culture, tout simplement. Il suffit qu'un peuple A se montre plus acharné au travail et *surtout* moins désireux de consommer qu'un peuple B. Année après année, le commerce entre les deux pays tend au déséquilibre, B ayant tendance à acheter à A plus qu'il ne lui vend.

En situation normale, l'équilibre se maintient par un «*glissement*» (dévaluation) de la monnaie B par rapport à la monnaie A. L'ajustement des monnaies l'une par rapport à l'autre permet de corriger en quelque sorte les défauts ou les qualités inhérents à chaque peuple. Ainsi la France a-t-elle pu prospérer face à l'Allemagne tout au long des *Trente Glorieuses*, en dépit de sa relative faiblesse industrielle.

Mais si l'on s'interdit toute régulation monétaire entre les deux pays, le déséquilibre commercial est voué à se creuser d'année en année et les exportateurs du pays A tendent à engranger la monnaie de B.

Cette monnaie n'étant d'aucune valeur hors de son pays d'attache, il faut qu'elle rentre chez elle d'une manière ou d'une autre. Soit que l'État B s'endette auprès de l'étranger pour maintenir tant bien que mal le niveau de vie de ses ressortissants, soit que les banques de B s'endettent pour investir dans l'immobilier de loisir ou autre chose d'aussi inutile (exemples actuels). De cette façon se conserve la «*balance des comptes courants*», qui est par définition toujours à l'équilibre.

En l'absence de tout changement de parité monétaire, la dette est appelée à se creuser jusqu'à la faillite de l'État et la ruine du pays.

L'UNION MONÉTAIRE EN CHANTIER

Le 10 décembre 1990, la CEE, qui compte alors douze membres, est remplacée par l'Union européenne et, le 7 février 1992, à Maastricht, aux Pays-Bas, est signé le traité qui doit fonder l'union monétaire.

Entretemps, le monde est entrée dans une nouvelle ère. En Chine, Deng Xiaoping a ressoudé le pouvoir central après les troubles de la place Tien An Men et lancé le pays dans une industrialisation effrénée. L'URSS a implosé et donné naissance à une quinzaine de républiques jalouses de leur indépendance. Les États-Unis, regonflés à bloc, ont chassé l'armée irakienne du Koweit, avec leurs alliés et la bénédiction de l'ONU. Ils en ont profité pour installer une base militaire en Arabie séoudite, au plus près des champs pétrolifères.

Plus près de là, en Yougoslavie, Serbes, Croates, Bosniates et autres Monténégrins et Slovènes commencent de se quereller. Au sein de l'Union européenne apparaît un clivage entre le gouvernement français, proche des thèses serbes, et le gouvernement allemand, plus favorable aux Croates. C'est la première dissension entre les deux principales puissances continentales sur le terrain diplomatique...

Les Européens s'occupent quant à eux de la ratification du traité de Maastricht. Surprise ! Le 2 juin 1992, le petit Danemark ose le rejeter par référendum. En France, le président Mitterrand est contraint par l'opinion de le soumettre également à référendum.

La campagne s'annonce difficile. Les opposants au traité appréhendent davantage l'affaiblissement de la démocratie que la disparition du franc. Ils ne sont qu'à moitié rassurés par l'article 3 du traité qui prône le «*principe de subsidiarité*». Ce mot désuet signifie que les instances européennes doivent s'abstenir d'intervenir dans les compétences pour lesquelles les instances inférieures (nationales ou locales) sont plus compétentes.

Dans les faits, c'est en sens inverse que va jouer la «*subsidiarité*», la Commission de Bruxelles et le Parlement de Strasbourg vont prendre l'habitude de traiter des domaines les plus incongrus (oiseaux migrateurs, teneur du plomb dans l'eau potable, définition du chocolat, diamètre de la banane...) pour camoufler leur impuissance à aborder les aspects véritablement régaliens : diplomatie, défense, droit social, sécurité, citoyenneté...

En attendant, le traité est approuvé d'extrême justesse par les Français tandis que les Danois sont invités à voter une deuxième fois et à l'approuver enfin. Le passage à la monnaie unique est prévu le 1er janvier 1999, la monnaie fiduciaire (pièces et billets) n'étant appelée à disparaître que le 1er janvier 2002.

Le traité met toutefois des conditions drastiques à l'entrée d'un pays dans l'union monétaire : limitation du déficit public à 3% ; dette publique limitée à 60% du PNB. Ces «*critères de Maastricht*» font l'objet d'un *Pacte de stabilité et de croissance* en 1995. Dès lors, les candidats à la monnaie unique n'ont plus d'autre priorité que de se les appliquer. L'épreuve s'avère particulièrement difficile pour l'Italie de Berlusconi.

Par chance, l'Allemagne est toute entière occupée par le redressement de sa partie orientale. Ses exportations sont en berne et, du coup, ses partenaires, telles l'Italie et la France, bénéficient d'un solde commercial positif. Leur désendettement extérieur en est d'autant facilité, selon le principe décrit plus haut (voir encadré) et l'État peut sans trop de douleur réduire ses dépenses et ses déficits . Il n'empêche que, bridée par les contraintes budgétaires, l'Europe dans son ensemble connaît dans les années 1990 une croissance économique très faible. Dans le même temps émergent la Chine et l'Inde, avec des taux de croissance d'environ 10% par an.

Au bout du compte, le 1er janvier 1999, un groupe de onze pays («*L'Euroland*» : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) voient leurs monnaies fixées à l'euro par une parité fixe. La Grèce, au prix d'un gros effort de rigueur, rejoindra ce groupe deux ans après. Sous les flonflons de l'An 2000, l'Europe entre dans l'inconnu.

Prophètes de malheur

Des économistes parmi les plus grands dénoncent l'ineptie d'une union monétaire qui précède l'union politique. Ils mettent en doute la profession de foi européiste selon laquelle la monnaie unique entraînera naturellement une convergence des économies et des niveaux de vie.

Dès 1991, Paul Krugman, futur Prix Nobel d'économie, souligne le risque d'une spécialisation régionale par branche industrielle à l'échelle de l'Europe, qui aura pour effet d'accroître les asymétries entre les pays au lieu de les résorber. Mais il est aussi peu entendu que d'autres sommités comme les Prix Nobel Maurice Allais, Joseph Stiglitz et même le monétariste Milton Friedmann.

Une nouvelle fois visionnaire, l'historien Emmanuel Todd écrit en 1995 dans un avant-propos à une réédition de L'Invention de l'Europe : «*Soit la monnaie unique ne se fait pas, et L'Invention de l'Europe apparaîtra comme une contribution à la compréhension de certaines impossibilités historiques. Soit la monnaie unique est réalisée, et ce livre permettra de comprendre, dans vingt ans, pourquoi une unification étatique imposée en l'absence de conscience collective a produit une jungle plutôt qu'une société*».

L'EFFONDREMENT DES ANNÉES 2000

À l'aube du IIIe millénaire, une sourde inquiétude traverse l'Europe. On cherche en vain dans les fêtes du Millénaire l'exubérance joyeuse et la foi dans le progrès qui avaient accompagné l'entrée dans le siècle précédent, en 1900... On s'en tient au scintillement de la Tour Eiffel et dans le même temps, on guette avec appréhension le « *Bogue de l'An 2000* » qui, en définitive, ne viendra pas !

La décennie précédente n'a rien résolu des problèmes en suspens en Europe et dans le monde.

-Le gouvernement américain maintient la pression sur l'Irak et asphyxie le pays sans réussir à abattre le régime. À Nairobi (Kénya) et ailleurs, des attentats attestent de la persistance du terrorisme islamiste.

-Le gouvernement chinois encourage à tout va les exportations tout en gardant la mainmise sur son appareil économique et bancaire.

-L'Allemagne boucle l'immense chantier de la réunification et les onze ou douze pays de la future zone euro ajustent dans la douleur leurs finances publiques aux « *critères de Maastricht* ».

Mais, dès le début de la décennie, on perçoit dans l'ensemble de la planète et plus spécialement en Asie l'amorce d'une croissance économique exceptionnelle. En Amérique et en Europe, la révolution internet, vieille d'à peine dix ans, fait tourner les têtes. *Amazon* (né en 1994), *Google* (né en 1998), *Wikipedia* (né en 2001) et *Facebook* (né en 2004) restent à découvrir !...

On peut déjà identifier les trois détonateurs à l'origine des déséquilibres ultérieurs : 1) l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en novembre 2001, 2) l'ouverture des vannes du crédit aux États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001, 3) la fusion en 1999 de la puissante « *zone mark* » et de l'Europe méditerranéenne dans une même zone monétaire.

LE RÉVEIL DE LA CHINE

À la conférence de Doha (Quatar), en novembre 2001, la Chine devient le 143e membre de l'OMC. Cette organisation née en 1995 se donne pour objectif de développer le commerce mondial en éliminant par la négociation les entraves de toutes sortes.

Dans les faits, la Chine est loin de répondre à ses exigences. L'essentiel de son système bancaire et la plupart de ses grandes entreprises demeurent sous l'emprise de l'État, cependant que les investissements étrangers sont sévèrement encadrés. Si elle réussit malgré tout à se faire accepter par l'OMC, c'est qu'elle bénéficie de la complicité active des grands distributeurs et industriels occidentaux, désireux de maximiser leurs profits en achetant en Chine à des prix « *chinois* » et en revendant en Europe à des prix « *européens* ».

La Chine va ainsi pouvoir violer en toute impunité les règles du libre-échange : au lieu que les devises acquises en contrepartie des exportations soient converties en importations, le gouvernement chinois, par le biais de ses banques, les garde en réserve et les prête aux gouvernements occidentaux pour combler leurs déficits budgétaires. Ainsi maintient-il le cours de sa monnaie, le *yuan*, à un niveau anormalement bas. Ses exportations en sont d'autant plus facilitées.

Cerise sur le gâteau, les exportations chinoises de textiles cessent d'être contingentées en 2005, avec la fin de l'accord multifibres. C'est un coup mortel pour l'industrie textile européenne et un coup très dur pour les fabricants du Sud (Turquie, Tunisie, Maroc, Maurice...). Mais c'est aussi du pain bénit pour les distributeurs européens qui accroissent leurs marges et se gardent de baisser les prix de vente.

La Chine connaît dès lors, pendant plusieurs années de suite, une croissance à deux chiffres (+10% par an) qui la propulse à l'avant-scène mondiale. Les Jeux Olympiques de Pékin, le 8 août 2008, consacrent son triomphe et effacent deux siècles d'humiliations et de misère. Il n'est plus question pour les Occidentaux de morigéner les Chinois sur les droits de l'Homme ou la liberté du Tibet.

Assoiffée de matières premières et de produits agro-industriels, la Chine se tourne vers l'Afrique et la met en coupe réglée avec la bénédiction intéressée de ses dirigeants. Mais elle entre aussi en concurrence avec ses voisins du Sud-Est asiatique, l'Inde et le Japon, et cette concurrence prend même une tonalité martiale dans la mer de Chine.

L'Union européenne encaisse plutôt bien le choc, ses importations venues de Chine étant contrebalançées par des ventes de machines, d'avions ou encore de produits de luxe.

Mais l'« *Empire du Milieu* » montre de plus en plus d'intérêt pour le savoir-faire européen. Ses entreprises d'État achètent tant qu'elles peuvent les entreprises de haute technologie occidentales. Précautionneux, le gouvernement chinois prend des gages en accordant des crédits aux États européens, telle la Grèce, de façon à les rendre dépendants.



Illustration : cérémonie d'ouverture des JO de Pékin, 2008 (DR)

LES AMÉRICAINS SOUS LE CHOC

Au début du millénaire, les États-Unis, comme les Européens, ne s'inquiètent guère du réveil de la Chine. Ils ont l'esprit tout occupé par les promesses d'internet et la spéculation bat son plein autour des jeunes entreprises du web. En 2000, l'une de ces entreprises, AOL, s'empare même du vénérable groupe de presse Time. Mais la « *bulle internet* » explose brutalement en 2001 : « *adieu veau, vache, cochon, couvée*... » (Time et AOL divorcent en 2009).

Là-dessus surviennent les attentats du 11 septembre 2001 contre le *World Trade Center* et le *Pentagone*. Pour restaurer la confiance dans le pays après le choc émotionnel, le gouvernement de George Bush Jr convainc la *Réserve Fédérale* et les banques de libérer le crédit.

À vrai dire, les banques n'ont pas besoin de se faire prier. Elles ont obtenu dès 1999 l'abrogation de la loi Glass-Seagall de 1933 qui séparait les banques de dépôt des banques d'investissement. Désormais, les premières peuvent se défaire de leur prudence et prendre tous les risques, comme les secondes.

Les ménages modestes se voient offrir la possibilité d'acquérir la maison de leurs rêves sans aucun apport de capital, grâce au crédit hypothécaire à taux variable, gagé sur la valeur du bien.

Les organismes de crédit empruntent l'argent dont ils ont besoin à deux sociétés soutenues par l'État américain, *Fannie Mae et Freddie Mac*. Elles-mêmes doivent faire appel au marché bancaire. Mais quel banquier raisonnable accepterait de prêter de l'argent pour l'achat à crédit d'une maison par un ménage pauvre et aux revenus incertains?

Pour contourner l'obstacle et vendre ces créances douteuses, dites «*subprimes*», c'est-à-dire : inférieures aux «*primes*» (créances fiables), les banques les compilent avec des titres fiables, de façon à diversifier les risques. Cette «*titrisation*» va on ne peut mieux fonctionner et concourir à une nouvelle bulle spéculative sur l'immobilier.

Les premières alertes surviennent à la fin 2006 avec la multiplication des défaillances chez les emprunteurs.

Des ménages pauvres, en nombre croissant, sont en effet affectés par la désindustrialisation, la concurrence asiatique et la baisse des salaires, ce qu'on appelle la « *walmartisation* » de l'économie américaine, du nom de *Walmart*, géant de la grande distribution, qui multiplie les emplois précaires et mal payés. Il est oublié le temps lointain où Ford et General Motors recrutaient des ouvriers à hauts salaires...

La « *crise des subprimes* » éclate le 24 juin 2007, avec la faillite de Queen's Walk, un « *hedge funds* » ou *fonds de couverture*. C'est la panique car toutes les banques de la planète craignent de détenir des fonds pourris et hésitent à emprunter à leurs consoeurs.

La crise culmine le 15 septembre 2008 avec la faillite de *Lehman Brothers*, le fleuron de Wall Street. Le gouvernement américain a refusé de l'aider afin de faire un exemple.

Mais trois jours plus tard, le Secrétaire du Trésor Henry Paulson annonce un plan massif de soutien au secteur bancaire pour éviter son effondrement, avec un crédit de 700 milliards de dollars. Il nationalise aussi AIG, autre banque puissante, pour lui éviter la faillite.



Illustration : Margin Call, film américain de JC Changor, 2012 (DR)

Le 6 octobre 2008, les bourses de la planète connaissent une brutale chute des cours. La croissance économique est modérément affectée en Asie et dans les nouveaux «*pays émergents* » tels que le Brésil, mais elle s'effondre plus durablement aux États-Unis et surtout en Europe.

En 2009, le géant de l'automobile *General Motors* se place «*sous la protection de l'article 11*», autrement dit se déclare en cessation de paiement. Le gouvernement américain le nationalise provisoirement et le recapitalise

Douloureuse pour l'économie américaine, cette crise va avoir des effets encore plus violents et dramatiques sur l'économie européenne, pourtant relativement peu engagée dans les «*hedge funds*». Le paradoxe vient de ce que l'économie européenne a été entre-temps affaiblie par la question monétaire...

LES EUROPÉENS INVENTENT LA MONNAIE HORS-SOL

Le 1er janvier 2002, les habitants de douze pays de l'Union européenne ont accueilli avec un plaisir manifeste les pièces et les billets de leur nouvelle monnaie, l'euro.

Annoncée par le traité de Maastricht (1992), elle a dans les faits remplacé les anciennes monnaies nationales trois ans auparavant, avec la fixation autoritaire du taux de change entre celles-ci et l'euro. Mais l'opinion publique n'a pris la mesure du changement qu'avec l'apparition de la monnaie fiduciaire (pièces et billets), que l'on peut voir et toucher. Même les sceptiques, comme l'historien Emmanuel Todd, ont alors participé à la félicité générale.

C'est la première fois dans l'Histoire qu'une monnaie est ainsi créée en-dehors de toute attache à un État, sous l'égide d'une Banque Centrale Européenne (BCE) indépendante dont la seule mission est de prévenir le retour de l'inflation, hantise des épargnants et des détenteurs de capitaux. Les promoteurs de la monnaie unique assurent que celle-ci va réduire les écarts de niveau de vie entre les peuples en facilitant les comparaisons de prix et de revenus d'un pays à l'autre.

- LES PAYS MÉDITERRANÉENS ET L'EURO :

En attendant, les États et les investisseurs de la façade méditerranéenne profitent de ce que les banques sont disposées à leur prêter à des conditions aussi avantageuses qu'aux pays de l'ancienne « *zone mark* ». En Espagne, mais aussi en Irlande, les investisseurs se détournent de l'industrie, trop risquée, pour l'immobilier. La Grèce et le Portugal préfèrent quant à eux étendre leurs infrastructures : Jeux Olympiques d'Athènes, Exposition de Lisbonne, aéroports, autoroutes, ponts, armements... La France s'offre le luxe de laisser filer sa dette publique en allégeant principalement ses impôts et accroissant ses dépenses.

Gardons-nous de critiquer *a posteriori* ces choix économiques. Souvenons-nous que l'Espagne, en 2008, quand a éclaté la crise bancaire, faisait encore figure de modèle avec des finances publiques saines, une balance commerciale à peu près équilibrée et un boum immobilier, tandis que la Grèce afficha, pendant les premières années de la décennie, un taux de croissance de 4% par an, parmi les plus élevés en Europe.

Dans un rapport présenté au président Nicolas Sarkozy en janvier 2008, on peut lire ces lignes d'anthologie : « *L'Italie, le Portugal, la Grèce et plusieurs nouveaux États membres ont (...) mené des réformes courageuses, pour contrôler leurs dépenses publiques, moderniser leur administration, et mieux recruter leurs agents publics. L'Espagne a œuvré pour l'accès de tous à la propriété du logement, dans une économie en quasi plein-emploi*» (page 13 du rapport). Parmi les signataires de ces lignes d'anthologie figurent Jacques Attali et le professeur Mario Monti. Avant de succéder à Silvio Berlusconi à la tête du gouvernement italien, en novembre 2011, ce dernier dirigea la Concurrence à la Commission de Bruxelles. La France lui doit d'avoir perdu Péchiney et le leadership mondial dans l'aluminium…

- L'ALLEMAGNE ET L'EURO :

En Allemagne, après les affres de la réunification, le chancelier Gerhard Schröder restaure la compétitivité de l'industrie, fer de lance des exportations et moteur de la prospérité. Les grandes entreprises délocalisent leurs activités à faible valeur ajoutée en Europe de l'Est où elles profitent d'une main-d'oeuvre bon marché.

En Allemagne même, l'élite ouvrière hautement qualifiée accepte des efforts salariaux, d'autant mieux qu'ils vont de pair avec des baisses de prix sur les services et les produits alimentaires. Ces baisses de prix dans les services et l'agriculture sont obtenues en 2003-2005 par une dérégulation massive du marché du travail sous l'impulsion de Peter Hartz, directeur du personnel de Volkswagen.

Les chômeurs sans qualification professionnelle, Allemands de souche ou immigrés, se voient contraints d'accepter le premier emploi venu, parfois à un euro de l'heure. C'est une aubaine pour le secteur agro-alimentaire qui recrute en masse des Polonais et des Roumains sous-payés et rafle des parts de marché à l'étranger. C'est ainsi que la France, vieux et riche pays agricole, passe derrière l'Allemagne en matière d'exportations agro-alimentaires dès 2007 !

Le gouvernement allemand décourage par ailleurs les importations et la consommation intérieure en augmentant très fortement la TVA, sans se soucier là aussi de ses partenaires européens.

Les résultats de cette politique se font sentir dès 2005 avec d'une part une baisse des importations, d'autre part une très forte poussée des exportations dans les pays de la zone euro...

LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE EN PANNE

Pendant ce temps, comme prévu, les Européens ressentent la nécessité de resserrer leurs liens pour mieux encadrer la monnaie unique et relever le défi de l'élargissement de l'Union très au-delà de ses frontières initiales. En 2007 sont attendues la Bulgarie et la Roumanie, 26e et 27e pays membres, et déjà l'on évoque l'entrée de la Turquie.

Une assemblée d'experts, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, rédige un projet de traité constitutionnel de quelques centaines de pages. Il est soumis à référendum en Espagne et massivement approuvé par les citoyens espagnols, reconnaissants à l'Union de la prospérité qu'elle leur a apportée.

Les Français et les Hollandais sont à leur tour appelés à se prononcer par référendum. Les 29 mai et 2 juin 2005, après des campagnes passionnées et des débats de haute volée, ils rejettent massivement le projet, révulsés par une classe dirigeante qui ne tient aucun compte des aspirations populaires sur la candidature de la Turquie comme sur l'ouverture des frontières, les règles sociales et économiques etc.

Le traité constitutionnel est néanmoins entériné par les dirigeants européens sous le nom de « *traité de Lisbonne* » le 13 décembre 2007 mais, comme le craignaient ses opposants, il ne va améliorer en rien le fonctionnement de l'Union.

Sur la scène internationale, celle-ci pointe aux abonnés absents. Elle se divise qui plus est dans toutes les crises régionales (Palestine, Libye, Syrie, Mali...).

En Europe même, elle n'ouvre aucun chantier mobilisateur comparable aux chantiers des années 1960 (*Arianespace, Airbus*...) et s'en tient à menacer de sanctions les États jugés trop laxistes dans le domaine budgétaire.

Par contre, forte de son droit d'initiative, la Commission de Bruxelles déréglemente à tout va, à seule fin de satisfaire les lobbies économiques établis dans la capitale belge. Parmi les dernières mesures en date figure le retour en grâce des farines animales qui avaient dans les années 1990 provoquer une panique sanitaire meurtrière et coûteuse suite à un allègement des contraintes de fabrication par cette même Commission.

La Commission européenne attise les divisions politiques, y compris même à l'intérieur des États en encourageant le régionalisme (la Flandre contre la Wallonie, la Catalogne contre le reste de l'Espagne...). À l'exemple de l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit, elle est convaincue que de la destruction des vieux États-Nations résultera *automatiquement* une identité européenne, oubliant d'autres éventualités plus prégnantes : exacerbation des communautarismes et des replis identitaires, guerres civiles, ethniques et religieuses...

Les citoyens ne voient plus dans l'Europe que des sources de tensions et une entrave à la démocratie. Qui sait si les historiens du futur ne fixeront pas à 2005 le décès de la démocratie représentative ?

ERREUR DE DIAGNOSTIC

La tempête bancaire venue des États-Unis atteint de plein fouet l'Europe à l'automne 2008.

Elle prend de court la Commission européenne, ce qui ne doit pas surprendre. Les chefs d'État et de gouvernement qui choisissent les membres de cette Commission veillent à ce qu'ils ne leur fassent jamais d'ombre. En conséquence, ils choisissent le plus souvent des personnalités qui ont démontré chez eux leur absence de charisme et de vision. Ainsi le président Barroso...

C'est en définitive le président français Nicolas Sarkozy qui mobilise ses collègues sur un plan de sauvetage du secteur bancaire, après une réunion de crise avec Jean-Claude Trichet, président de la BCE, Jean-Claude Junker, président de l'Eurogroupe, et surtout Gordon Brown, Premier ministre britannique, réputé pour ses compétences économiques.

La chancelière allemande Angela Merkel, qui veut s'en tenir au traitement cas par cas des banques en difficulté, se fait tirer l'oreille. C'est la première des divergences franco-allemandes qui vont émailler la crise.

Mais en promettant d'importantes facilités de prêts et de recapitalisation aux banques qui ont imprudemment spéculé sur les emprunts toxiques, les États européens fragilisent leur propre équilibre financier. Comme on redoute que certains États ne puissent plus rembourser leurs emprunts, leurs créanciers réclament des intérêts plus élevés pour couvrir leur prise de risque. Sont concernés les pays qui se sont endettés pour combler leur déficit commercial (en premier lieu la Grèce et le Portugal) et ceux qui se sont lancés dans des spéculations hasardeuses dans l'immobilier (l'Espagne ou encore l'Irlande).

Le 6 décembre 2008, la Grèce connaît une première révolte sociale, motivée par la mort d'un jeune homme de 15 ans sous les balles d'un policier. Un an plus tard, les élections et l'arrivée au pouvoir du socialiste Georges Papandréou mettent en lumière l'ampleur de la dette grecque et son maquillage par la banque Goldman Sachs. Une « *troïka* » constituée de représentants de la BCE, du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Commission Européenne s'installe à Athènes pour veiller à l'application d'une stricte politique de rigueur par le gouvernement.

Le gouvernement grec taille à tout va dans les salaires et les prestations sociales. La population plonge dans la misère et voit ressurgir le spectre du sous-développement.

Et contrairement aux attentes des techniciens bruxellois, le déficit des finances publiques ne se réduit pas. La raison en est simple à comprendre : la baisse des revenus freine la consommation et l'absence de perspective annihile les investissements ; il s'ensuit un effondrement de l'activité et, comme les entreprises en faillite ne paient pas d'impôt, l'État voit ses recettes fiscales diminuer plus vite que ses dépenses. CQFD.

En octobre 2012, Olivier Blanchard, N°2 du FMI, reconnaît une erreur d'appréciation dans la rigueur imposée aux États européens les plus fragiles. Il admet qu'a été gravement sous-évalué, dans un rapport de 1 à 3, l'impact négatif des économies budgétaires sur leur activité. Mais le mal est fait.

LA COURSE À L'ABÎME

Aux antipodes des belles promesses de la monnaie unique, les pays de la zone euro les plus faibles découvrent le chômage et la pauvreté de masse.

En Grèce, l'émigration des jeunes diplômés est déjà bien engagée et se double d'une chute brutale de la natalité. La France elle-même est frappée depuis 2012 par une désindustrialisation qui prend l'allure d'un maëlstrom (*PSA, Goodyear, Continental, chimie*...). Dans les écoles d'ingénieurs, des enseignants recommandent aux élèves de partir à l'étranger, au Canada ou en Allemagne, non pour un stage mais pour la vie. Impensable il y a seulement deux générations quand la France figurait encore le fer de lance de la civilisation.

Entre l'Europe méditerranéenne et l'Europe germanique, les écarts deviennent béants et cet échec grandiose survient sur fond de récession généralisée car même l'Allemagne connaît depuis 2012 un ralentissement de la croissance assorti d'une baisse de l'espérance de vie de la fraction la plus pauvre de sa population, alors que le reste du monde, y compris les États-Unis et le Royaume-Uni, jouit d'une nette reprise économique.

Confrontés à l'étendue de leur échec, les dirigeants européens choisissent la fuite en avant plutôt que l'aveu, avec un souci constant : préserver l'euro et protéger les créanciers contre la banqueroute de tel ou tel État. La Grèce, Chypre et le Portugal se placent sous le protectorat d'une commission occidentale, comme la Tunisie ou la Chine au bon vieux temps des colonies, tandis que les élus français (droite et gauche réunies) adoptent de leur propre chef le 22 novembre 2012 la «*règle d'or budgétaire*» qui les prive au profit de Bruxelles de leur principal pouvoir, le contrôle des recettes et des dépenses publiques.

Les mêmes dirigeants cherchent à se rassurer. Ils observent en Grèce, en Espagne ou encore au Portugal un ralentissement du rythme de régression, un rééquilibrage du solde commercial avec chute des importations et hausse des exportations, une réduction des déficits budgétaires. C'est l'effet mécanique de la déflation avec pour conséquence une stabilisation de ces pays au niveau qui était le leur il y a une centaine d'années : salaires « *asiatiques* », misère généralisée, émigration massive de la jeunesse la plus dynamique, ruine des services publics et sociaux... aux antipodes de ce que promettaient les partisans de la monnaie unique et du traité constitutionnel de 2005.

En observant l'Europe en gestation, comment ne pas être frappé par d'évidentes analogies avec celle de 1941, les tueries en moins? Berlin et l'Allemagne dominent de façon écrasante le Continent, dans une relation intéressée avec la Russie. La Grande-Bretagne prend le large et se rapproche des États-Unis. Les Scandinaves s'arrangent chacun à leur façon du nouvel ordre européen. Les Suisses défendent âprement leur souveraineté. La malheureuse Grèce lève l'étendard de la révolte et, dans cette Europe allemande, le gouvernement français revendique la place de second, au détriment de l'indépendance, de l'honneur et du bien-être de ses sujets.

Ce survol de quatre décennies d'Histoire européenne et de l'effondrement des années 2000 nous a conduit à chercher une issue par le haut. C'est la conversion de la monnaie «*unique*» en monnaie « *commune*», une solution qui respecte la diversité des économies nationales au sein d'une Union européenne revivifiée.